Léon Trotsky-Œuvres-Mars 1936

[Pas de politique personnelle]

1° mars 1936

Lettre à Henri Molinier, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9149. Déjà publiée sans indication de destinataire dans *Bulletin intérieur* du G.B.L., n' 12, 18 mars 1936. Original en français.

Cher Camarade (1),

Je ne crois pas, et je vous l'avoue, que vous fassiez un bon emploi de votre temps en m'envoyant des lettres pleines d'insultes pour notre organisation nationale et internationale, dont vous vous êtes séparé d'une manière préméditée. Mon opinion est faite, et ce n'est pas par des expressions, même très énergiques, qu'on peut la changer. Dans cette époque agitée, n'importe qui peut créer une organisation - sans programme, sans idées, sans perspectives et sans liaisons internationales -, mais cette organisation va s'écrouler comme un château de cartes, à la première secousse sérieuse. Nous sommes une organisation internationale. Les ouvriers qui s'orientent vers la IV° Internationale trouveront leur chemin vers nous.

Quand votre groupe a jeté par-dessus bord son « programme » improvisé en faveur de la « Lettre ouverte (2) », je me suis dit : « *Peut-être vont-ils réparer au moins partiellement ce qu'ils ont cassé ?* » Mais il s'avère que ce n'est pas le cas. On crée un « Comité pour la IV° Internationale », en tournant le dos à cette même IV° Internationale (3). Mais permettez-moi de vous dire que notre organisation internationale prend très au sérieux sa mission, pour tolérer des procédés pareils. Nous sommes peut-être un peu lents - précisément parce qu'on a voulu permettre aux éléments plus raisonnables, ou, du moins, moins déraisonnables, de rebrousser chemin -, mais nous trouverons des procédés efficaces contre ces procédés qui n'ont rien à voir avec les nôtres. Puisque vous vous adressez à moi, je ne puis que répéter que je ne fais pas de politique personnelle : mon activité est indissolublement liée avec le S.I. à Genève et le bureau de la IV° à Amsterdam.

Pour résumer : vous ne pourrez attendre aucune intervention de ma part avant que vous-mêmes ayez abouti à la compréhension que vous ne pourrez faire bande à part et que vous êtes obligé de chercher modestement la voie vers l'organisation de la IV° Internationale.

Notes

[1] Henri Molinier (1898-1944), ingénieur, était le frère aîné du dirigeant Raymond Molinier. Il avait été comme lui à l'origine du groupe de La Vérité, et avait ensuite servi à Trotsky de fondé de pouvoirs dans plusieurs affaires délicates. Depuis la rupture intervenue entre Trotsky et les camarades de son frère, il continuait avec Trotsky une correspondance où il s'était présenté d'abord comme plus « neutre » dans cette affaire qu'il ne l'était en réalité.

2 Les militants bolcheviks-léninistes qui avaient commencé la publication de *La Commune,* avaient fondé à la mi-janvier le « comité pour la IV° Internationale » et immédiatement après, le 20 janvier, avaient écrit au « secrétariat d'Amsterdam » (organe de contact entre les signataires de la « Lettre ouverte pour la IV° Internationale ») afin d'exprimer leur accord avec la « Lettre ouverte » et réclamer leur affiliation.

3 Il était évident que le groupe autour de *La Commune* s'orientait vers la constitution d'une organisation se réclamant de la IV° Internationale. Ils se réclamaient déjà d'un « comité de la IV° Internationale » et se préparaient à fonder une organisation qui allait revendiquer la qualité de section de la IV* Internationale.

[Une bonne nouvelle]

1° mars 1936

Lettre à Muste, Spector, Abern, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9327, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Chers Camarades (1)

Je viens de recevoir votre cible conçu en ces termes : « *All our group decide loyally carry out convention decision greeting Muste, Spector and Abern* (2). » Je n'ai pas besoin de vous dire que cette nouvelle a été accueillie avec grande joie dans notre maison. Ce que cette adhésion au parti socialiste va apporter, seul le cours ultérieur des choses nous l'apprendra. Toutefois, le fait qu'on ait accompli un tournant tactique de cette importance sans scission, malgré les divergences les plus aiguës, est la meilleure preuve de la haute valeur des cadres de notre parti américain. Ce qui vaut autant pour l'actuelle minorité que pour la majorité. Car, pour éviter une scission dans de telles situations, il faut une solide volonté des deux côtés. Je vous félicite pour cet immense succès qui en appellera d'autres.

Etes-vous au courant des attaques du gouvernement hollandais contre notre parti au Pays-Bas : confiscation du journal et nouveau procès ? La raison en est à nouveau la question coloniale, une question brûlante pour la Hollande à propos de laquelle nos amis hollandais ont une fois de plus manifesté leur courage révolutionnaire. Il est absolument nécessaire que toutes les organisations de la IV° Internationale, ainsi que tous les sympathisants, donnent à cette affaire l'écho qu'elle mérite.

Avec mes salutations et mes vœux les plus cordiaux.

Notes

[1] Abraham Johannot Muste (1885-1967), fils d'émigrés hollandais, pasteur sanctionné pour pacifisme en 1915, venu au mouvement ouvrier dans la grève de Lawrence en 1918 avait partt été à partir de 1921 directeur pédagogique du Brookwood Labor College. Convaincu de la nécessité de l'organisation politique des travailleurs, il avait fondé en 1929 le C.P.L.A (Committee for Progressive Labor Action) qui était devenu ensuite American Workers Party, lequel avait fusionné en 1934 avec la Communist League of America, section de la L C I., pour former le W.P.U.S. (Workers Party of the United States) dont il était le secrétaire. Trotsky attachait une grande importance au fait que ses camarades aux Etats-Unis avaient pu gagner une figure aussi typiquement américaine et s'était inquiété de le voir en opposition à la politique d'entrée dans le P.S, que préconisaient Cannon et Shachtman, les anciens de la C.L.A.

Maurice Spector (1898-1968) était né en Ukraine et était venu tout enfant au Canada dont Il fut très jeune un dirigeant du P.C. Membre de l'exécutif de l'I.C., Il passa à l'Opposition de gauche en 1928 et fut exclu. Il venait de quitter le Canada et de se fixer à New York. Il avait rendu visite à Trotsky à Hønofoss quelques jours avant (*Œuvres* 7).

Martin Abern (1898-1943) avait adhéré aux J.S. en 1912 et était en 1917 secrétaire du P.S. du Minnesota. Rallié au P.C. Il avait été secrétaire national des J.C,, puis l'un des collaborateurs de Cannon dans le parti puis l'Opposition de gauche. Il passait pour un organisateur de talent, et était également le centre d'un groupe très actif que ses adversaires devaient appeler « la clique Abern ». Il avait été aussi un adversaire déterminé de l'entrisme, y compris en France.

2 « Tout notre groupe décide d'appliquer loyalement la décision du congrès salut Muste Spector et Abern. » Le congrès du W.P.U.S. venait de décider l'entrée en bloc de ses militants dans le parti socialiste conformément à une proposition de Shachtman et Cannon que Trotsky avait appuyée. Une minorité s'y était opposée avant et pendant le congrès, et ses principaux dirigeants avaient été

précisément Muste, Spector et Abern. Trotsky avait redouté une scission et s'était employé, aussi bien par lettres que dans ses conversations avec Spector, à préserver l'unité des rangs du W.P.U.S. dans cette opération « entriste ». Le télégramme en question était la preuve qu'il avait réussi.

[La politique de l'autruche]

(4 mars 1936)

Lettre à O. Fischer, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10075, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Cher Camarade Fisher (1),

1) Je considère le développement des événements en Amérique comme une importante victoire et une grande leçon pour nous tous. Notre organisation est passée à l'offensive. Combien de temps durera le capital du parti socialiste, je l'ignore. De toute manière, nous nous renforcerons. Alors commencera le chapitre suivant. Si, dans cette affaire, on évite les erreurs françaises (et l'entrée *unitaire* ouvre déjà, de ce point de vue, une bonne perspective), les succès ne se feront pas attendre. J'ai reçu hier une lettre très optimiste de Cannon (2) avec des coupures du quotidien stalinien qui montrent quelle rage et quelle panique se sont emparées des staliniens à propos du tournant de notre organisation.

2) Je ne crois pas qu'on puisse publier les *Thèses* de Guttmann (3) contre la volonté de *notre* groupe tchécoslovaque. Je ne puis juger dans quelle mesure leurs arguments sont justes. En tout cas, il ne peut s'agit pour nos amis d'un désir de s'adapter passivement à la bureaucratie stalinienne.

3) La situation de notre section française n'est pas brillante du tout : en politique, de graves erreurs ne sont jamais sans conséquences. D'abord, on a laissé Molinier (4) en faire à sa guise pendant des mois, de façon totalement opportuniste. Par esprit de conciliation et manque de résolution, on en est venu à la scission. Après la scission, il fallait, d'un côté, une offensive politique implacable, de l'autre une politique organisationnelle souple. Dans le domaine politique, on a remporté en quelques semaines une victoire politique complète, car *La Commune* a renoncé à toutes ses « inventions » et s'est simplement ralliée à la « Lettre ouverte ». De cette victoire, cependant, ce n'est pas notre section, mais *La Commune,* qui a profité, car notre section persévérait dans une « implacable » passivité et n'avait aucune politique à l'égard de *La Commune,* à moins de considérer comme une politique celle de l'autruche (5).

Le secrétariat international a commis lui aussi dans cette affaire de graves fautes du même genre. Mais sur ce sujet J'ai déjà écrit à plusieurs reprises.

Les deux groupes semblent avoir ensemble de six cents à sept cents membres. Cela prouve que, sans la maudite politique d'adaptation depuis juillet 1935 et sans la scission traîtresse de la part de Molinier, après son exclusion, nous pourrions avoir une section de mille cinq cents à deux mille membres. Il ne faut pas oublier qu'après six ans d'existence notre section comptait avant l'entrée moins de cent membres. Ce qu'on appelle le « tournant français », en dépit de toutes les bêtises et de tous les crimes commis, trouve ici son entière justification politique : on ne peut le contester qu'en renonçant à la pensée politique elle-même. Car toutes les organisations indépendantes n'ont connu que des pertes pendant cette période défavorable.

Et maintenant ? La décision du S.I. sur la commission Crux reste en vigueur (6). Malheureusement, les camarades d'Amsterdam semblent jusqu'à présent n'avoir entrepris aucune démarche (ce qui, je crois, s'explique par l'absence du camarade Schmidt (7). Il faut espérer que le groupe Molinier recevra prochainement la demande d'Amsterdam.

Mais la commission Crux ne pourra plus entreprendre grand chose, sinon ce qui a été préparé par le secrétariat international et par la direction de notre section française. C'est pourquoi je propose que le

S.I., avec le comité central ou le bureau politique français, discute en détail de la situation pour élaborer des perspectives pour l'avenir. « Nous ne voulons pas entendre parler de Molinier » n'est pas un programme politique. Car il ne s'agit pas de Molinier, mais d'un groupe important, *La Commune.* Ce groupe s'est constitué à cause des erreurs de notre section. On peut changer la politique incorrecte, mais cette modification ne supprimera pas pour autant des conséquences de la période écoulée : elles continuent d'être des obstacles. Molinier a plus nui. à notre mouvement ces derniers mois qu'il ne lui avait été utile au cours des années précédentes : c'est incontestable. Mais il s'agit de trouver des moyens et des méthodes pour éliminer la néfaste influence de Molinier. Toute la politique menée jusqu'ici n'a fait que l'aider. Au lieu de créer des différences dans les rangs de ses partisans, on est allé jusqu'à frôler une nouvelle scission : il suffit sur ce point de lire la lettre de Craipeau (8). Il ne faut donc pas partir de sentiments subjectifs, aussi justifiés soient-ils, mais de la situation objective telle qu'elle a été créée par les bêtises et les crimes subjectifs.

On parle d'un congrès du nouveau parti et on fait à cette occasion comme si *La Commune* n'existait pas du tout. Si on veut l'anéantir, il faut lui déclarer la guerre sainte, par la parole et les écrits. Si on la considère comme un mal inévitable pour la création du nouveau parti, il faut le dire franchement et poser les conditions d'une future conférence commune. Mais le silence qu'on observe sur *La Commune* est la politique la plus impuissante et la plus néfaste qui se puisse réellement imaginer.

« Il faut reculer pour mieux sauter », comme disent les Français. Telle est mon opinion sur la situation. On n'a pas tué l'aventurisme criminel de Molinier, on l'a renforcé. La tâche reste donc entière pour l'avenir. On ne peut pas sauter par-dessus *La Commune,* pas plus que notre section américaine ne pouvait sauter par-dessus le parti socialiste de gauche. Pour éliminer l'aventurisme de Molinier, il va maintenant falloir dépenser beaucoup de temps et d'énergie si l'on veut simplement ne pas disparaître de la place. Je ne vois absolument aucune possibilité d'exclure *a priori La Commune* de la préparation du nouveau parti. Mais si c'est le cas, alors il faut se dire franchement au moins à soi-même ce qui est et agir en conséquence : mettre la « question Molinier » au second plan, c'est-à-dire la subordonner à toute l'activité concernant le nouveau parti.

Je n'écris pas à ce sujet au bureau politique français, car Molinier sait tout ce qui s'y dit dans les 24 heures. J'espère que, sur ce point, les choses se passent mieux au S.I. (9). Naturellement, le camarade Rous (10), en tant que membre du S.I., doit être informé de cette lettre.

Je voudrais faire les propositions suivantes :

> **a)** Le S.I. discute immédiatement de la situation : toutes les opinions et nuances doivent prendre la forme de propositions concrètes, de façon que toute la discussion porte non sur les qualités de Molinier, etc., mais sur la question de savoir ce qu'il faut faire aujourd'hui et demain.
>
> **b)** Après cette réunion, on devrait en convoquer une seconde dans le même but avec le bureau politique de la section française.
>
> **c)** Les procès-verbaux de la première comme de la seconde délibération devraient être adressés sans aucun délai à Sneevliet (11) et à Crux.

Naturellement, il ne s'agit là que de suggestions personnelles. Je suis prêt à examiner avec la plus grande attention toute autre proposition. De toute façon, la commission préparatoire restera entièrement libre, et la décision définitive reste du ressort de Genève-Amsterdam (12).

P.-S. Pour donner au S.I. une idée du ton sur lequel nous comptons négocier ici avec *La Commune,* je joins de manière strictement *confidentielle* une copie de ma réponse à l'un des partisans de *La Commune (13).*

Notes

[1] Otto Schussler, dit Oscar Fischer (né en 1905), ouvrier emballeur à Leipzig, était devenu secrétaire de Trotsky à Prinkipo en 1932 et l'avait quitté en 1933 pour aller diriger le journal de la section allemande en exil, *Unser Wort*. Il était membre du secrétariat international où il utilisait en 1936 le pseudonyme de Meunier.

2 James P. Cannon (1890-1974), ancien militant des I.W.W., de l'aile gauche du P.S. américain, puis dirigeant de l'une des trois fractions du P.C.A., avait été convaincu à Moscou en 1928, au cours du VIème Congrès de l'IC, par la lecture de la «critique du projet de programme de l'I.C.» de Trotsky. Il avait fondé la même année l'Opposition de gauche américaine devenue peu après Communist League of America (C.L.A.). Il était en 1936 l'un des principaux dirigeants du W.P.U.S. né de la fusion de la C.L.A. et de l'A.W.P. et s'était prononcé pour l'entrée de ses militants dans le P.S. en crise.

3 Josef Guttmann (1902-1958), membre du P.C. tchécoslovaque en 1920, était entré au bureau politique en 1928, puis au secrétariat, devenant également rédacteur en chef de *Rudé Pravo*. Il s'était opposé à la politique stalinienne en Allemagne et avait constitué une fraction au cours de l'année 1933. il avait été exclu en décembre 1933. Depuis, Il avait organisé ses partisans en majorité en fraction à l'intérieur du P.C.T., où Il faisait circuler des « Lettres de Spartakus » et travaillait à son « redressement ». Il avait également élaboré des « thèses » qui condamnaient le ralliement du P.C.T. au c social-patriotisme » et à la c défense nationale ». Il y avait un conflit à ce sujet, certains militants trotskystes Insistant pour la publication de ces thèses que leur mouvement possédait et les trotskystes tchèques s'y opposant par loyauté à son égard.

4 Raymond Molinier (né en 1904), un ancien du P.C., avait participé à la fondation de La Vérité en 1929 et séjourné à plusieurs reprises à Prinkipo. Trotsky avait apprécié son allant et son efficacité. Mais l'activité de son Institut de recouvrement, son poids financier dans l'organisation, ses « méthodes » enfin avaient été souvent évoquées dans les crises et scissions de la section française, Trotsky, bien qu'il ait souhaité lui voir abandonner ses « affaires » en 1933, l'avait en gros soutenu jusqu'en 1935. Mais la rupture, suivie d'une scission, se produisit à la fin de 1935 quand Molinier et ses partisans placèrent e C.C. du G.B.L. devant le fait accompli de la publication d'un « organe de masse », *La Commune*. Ces derniers avaient été exclus en décembre 1935. Depuis, Ils avaient fondé en janvier un « comité de la IV° Internationale » et demandé à signer la « Lettre ouverte », une situation que, selon Trotsky on ne pouvait ignorer.

5 Trotsky résume ici en quelques phrases les critiques qu'il avait formulées contre l'absence de politique de la direction de la section française, le G.B,L., ainsi que du S.I., à l'égard du groupe de Raymond Molinier.

6 Trotsky avait demandé et obtenu du S.I. et du C.C. du G.B.L. que les problèmes concernant l'affaire Molinier soient confiés dans un premier temps à une commission préparatoire formée de lui-même (Crux), de Held, et de Wolf (la « commission Crux »).

7 Petrus Johannes, dit Peter J. Schmidt (1896-1952), employé, puis journaliste, avait été à partir de 1928 le leader de la gauche du parti social-démocrate hollandais. Dirigeant de l'O.S.P., parti social-démocrate indépendant né de la scission de ce dernier en 1932, il avait signé en 1933 la « déclaration des quatre pour une nouvelle Internationale » et conduit son parti à la fusion avec le R.S.P. de Sneevliet dans le R.S.A.P. en 1935. Il était président du R.S.A.P. et membre du secrétariat de la commission de contact des signataires de la « Lettre ouverte ». Il était en voyage en Angleterre, où il rencontrait les dirigeants de l'I.L.P. et les trotskystes anglais.

8 Ivan Craipeau (né en 1911) était venu aux J.C. en 1928 sur des positions proches de celles de l'Opposition de gauche et en avait été exclu en 1933. Membre du C.C. de la Ligue communiste, puis du G.B.L., il avait été dirigeant des Jeunesses léninistes, puis des J.S. de Seine-et-Oise. Il avait raconté à Trotsky le congrès de la J.S.R. qui s'était tenu en janvier, affirmant notamment : « C'est seulement par

le compromis que nous avons proposé que put être évitée une brisure très grave, non pas seulement du G.B.L., mais de la majorité des Jeunesses. » (Bibliothèque du Collège de Harvard, 622, avec la permission du Collège de Harvard).

9 En fait, les lettres de Trotsky au S.I. ne restaient pas plus confidentielles, comme allait le démontrer le sort de la copie de la lettre de Trotsky à H. Molinier transmise au S.I.

10 Jean Rous, dit Clart (né en 1908), avocat, entré à la S.F.I.O. en 1928, avait rejoint la Ligue communiste en 1934 et était devenu rapidement membre de sa direction, puis de celle du G.B.L. Elu à la C.A.P. de la S.F.I.O. au congrès de Mulhouse en juin 1935, il était également membre du S.I. Trotsky l'appréciait pour ses qualités de conciliateur, mais lui reprochait souvent une excessive flexibilité.

11 Henricus (Henk) Sneevliet (1883-1942) avait été un des pionniers du marxisme en Hollande, puis en Indonésie, et, devenu communiste, avait été sous le nom de Maring le premier envoyé de l'Internationale en Chine. Il avait été exclu en 1929 et avait conservé le contrôle d'un syndicat « rouge », le N.A.S. et fondé un nouveau parti, le R.S.P. Il avait rejoint la L.C.I. en 1933, et était devenu membre du S.I. Il était depuis 1935 secrétaire du R.S.A.P. Ses tâches hollandaises l'empêchaient de prendre une part active aux décisions et travaux du S.I., comme Trotsky.

12 « Genève » désigne ici « le S.I. », et « Amsterdam » la commission de contact et son secrétariat.

13 Cf. n. 9. Notons que Trotsky ne mentionne pas le nom du destinataire de cette lettre qu'il avait adressée le I° mars à Henri Molinier. Cet envoi est le point de départ d'un long conflit.

[Il faut régler la question française]

(4 mars 1936)

Lettre à P. J. Schmidt, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10048, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Cher Camarade Schmidt (1),

1) Sur la question anglaise, je ne puis actuellement pas dire grand-chose, du moins tant que la préparation de la prochaine conférence n'est pas achevée. Je crains que, sous l'effet de la désagrégation de l'ILP, notre groupe ne piétine et ne se décompose aussi sans s'en rendre compte (2). Le champ d'activité principal est tout de même le Labour Party et les Trade-Unions, le parti Co-op et la *Labor League of Youth (3)*. Mais, je le répète, il faut attendre de voir ce que va apporter la prochaine conférence de I'I.L.P. (4). De toute façon, je n'en attends pas grand-chose.

2) Bien plus brûlant est le problème de la section française. J'ignore si vous en êtes suffisamment informé et vous adresse ci-joint une copie de ma lettre au membre allemand du secrétariat international, le camarade Otto Fischer (5) Du point de vue statutaire, nous avons désormais en France deux organisations qui se réclament de la IV° Internationale. L'une est la section officielle des bolcheviks-léninistes, la seconde est le groupe de *La Commune,* qui se fonde sur la « *Lettre ouverte pour la IV° Internationale* » et qui commence maintenant à éditer, outre l'hebdomadaire *La Commune,* une revue théorique, *La Quatrième Internationale.* L'affaire doit être réglée d'une manière ou d'une autre. De nombreux camarades voulaient que l'on « désavoue » purement et simplement *La Commune.* Mais les choses ne sont pas si simples. Les dirigeants de *La Commune* sont exclus, et même un désaveu d'Amsterdam n'aura pas beaucoup d'effet. D'un autre côté, *La Commune* est désormais dirigée dans un esprit d'allégeance plus que dévouée à la IV° Internationale et à son programme. On ne peut faire comme si tout cela n'existait pas. Il *faut* régler cette question, et *aussi vite que possible,* car, en avril, on devra déjà prendre position clairement sur les élections de mai.

Le seul moyen d'arranger les choses me paraît être le suivant : le secrétariat d'Amsterdam pour la IV° Internationale adresse au « comité pour la IV° Internationale » de Paris une courte lettre officielle conçue à peu près en ces termes :

« Chers Camarades,

Nous apprenons par votre journal que vous avez formé en France, où existe une section de notre regroupement pour la IV° Internationale, un comité concurrent pour la IV° Internationale. Vous comprendrez que la IV° Internationale - bien qu'elle n'en soit qu'à ses débuts - ne se contente pas d'avoir un programme commun, mais qu'elle a aussi des liaisons organisationnelles précises, et que l'extension de ses rangs ne peut se faire que sous le contrôle des organisations qui lui sont déjà affiliées. Le secrétariat d'Amsterdam est justement chargé de cette mission de contrôle.

Nous nous adressons donc à vous pour vous poser les questions suivantes :

1) Quelles divergences de principe vous ont poussés à scissionner de notre organisation française ?

2) Avez-vous l'intention de créer une IV° Internationale concurrente de la nôtre ou envisageriez-vous de vous insérer dans notre organisation internationale ?

Dans le second cas, de quelle manière pensez-vous le faire ? »

Le mieux serait que ce soit vous qui signiez cette lettre, car vous n'avez pas été mêlé à la bataille qui a précédé.

Je crois que la réponse de *La Commune* sera de vouloir s'intégrer à l'organisation existante. Dans ce cas, notre secrétariat international proposera la création d'une commission pré*paratoire* composée de Crux, Braun (6), Held (7). La commission convoquera des représentants de *La Commune* et soumettra ensuite ses propositions au secrétariat d'Amsterdam et au secrétariat international (sans évidemment

s'engager en aucune manière vis-à-vis de *La Commune)*. Cette méthode me paraît la seule possible dans la situation actuelle. Le pire serait en tout cas de s'obstiner sur la passivité bureaucratique, c'est-à-dire de ne rien entreprendre, de tourner le dos aux réalités et d'attendre la suite en maugréant.

J'attendrai votre réponse avec beaucoup d'impatience.

Notes

[1] Schmidt venait de faire à Trotsky le compte rendu de son séjour en Angleterre. il était opposé à la sortie éventuelle des trotskystes de l'I.L.P.

2 Le groupe « officiel » en Grande-Bretagne appartenait à l'I.L.P. où il s'appelait « Marxist Group » : le Marxist Group était d'ailleurs plus un regroupement de militants proches de la L.C.I. qu'une fraction solide de militants disciplinés. La crise de l'I.L.P., notamment la chute de ses effectifs, atteignait des proportions catastrophiques.

3 Trotsky a écrit « Labor » et non « Labour ». il y avait dans le Labour Party le groupe qui provenait de l'ancienne « majorité », la Communist League, et dans les jeunesses, un petit groupe récemment constitué par des militants qui avaient rompu avec le Marxist Group pour militer dans le Labour Party.

4 Cette conférence allait se tenir, comme traditionnellement, à Pâques.

5 Rappelons qu'Otto Schüssler se faisait appeler Oscar Fischer. Trotsky est un peu embrouillé dans les identités vraies ou fausses.

6 Erwin Wolf, dit Nicolle Braun (1902-1937), originaire de Reichenberg (Liberec), avait rejoint la section allemande alors qu'il était étudiant à Berlin. Emigré à Paris en 1933, il avait été coopté à la direction des LK.D. en exil, puis au S.I. Mais, depuis octobre 1935, il était secrétaire de Trotsky à Hønefoss.

7 Heinz Epe, dit Walter Held (19101941) étudiant, avait été le représentant des communistes internationalistes au bureau international des jeunes. Emigré en 1933, il avait résidé en Tchécoslovaquie, puis en Hollande et s'était établi en 1934 en Norvège.

[Sur les critiques d'*Où va la France ?*]

(4 mars 1936)

Lettre à Jean Rous, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9966, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

Cher Camarade Rous,

Je viens de sortir de la clinique ; ça vous explique bien mon mutisme. J'ai commencé à m'occuper de la question française. Malheureusement, mes lettres pour le S.I. par Fisher et pour le secrétariat d'Amsterdam par Schmidt sont écrites en allemand. Mais j'espère bien qu'on vous les traduira. Mes lettres ont un caractère strictement confidentiel.

Je ne puis rien dire sur la critique de l'analyse d'Où *va la France* ? avant de connaître cette critique (1). Il me semble au contraire que les événements nous donnent raison sur tous les points essentiels. En tout cas, les camarades qui sont aujourd'hui en désaccord avec leur propre point de vue d'hier devraient formuler leur critique par écrit, c'est-à-dire d'une manière précise et concrète, et soumettre leur nouveau point de vue à la discussion. Tout autre procédé ne peut que semer la démoralisation.

Note

[1] Rous avait écrit à Trotsky le 24 février 1936 : « La fleur du pessimisme et de l'impressionnisme s'épanouit. Sous prétexte qu'il y a une rectification à faire dans l'analyse (à une montée doivent correspondre nos mots d'ordre centraux des programmes d'action, les mots d'ordre revendicatifs (économiques), l' « antifascisme » passe au second plan, etc.)... on parle de tout réviser, on se moque d'*Où va la France ? »*Toute l'analyse de Trotsky sur la situation française et la politique du Front populaire était par là remise en question.

[Pas de temps pour l'Allemagne]

(6 mars 1936)

Lettre à Franz Pfemfert, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9734, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Cher Camarade F(ranz) P(fernfert) (1),

Votre lettre du 22 février m'a vraiment fait grand plaisir. On y apprend au moins comment vous allez. A plusieurs reprises, j'ai voulu vous écrire, mais j'ai eu passablement d'ennuis ces dernières années, en particulier du côté de la santé. Il me suffira de vous dire que j'ai reçu votre lettre deux jours après avoir quitté la clinique et que je suis encore loin d'être rétabli. La mauvaise santé d'A(lexandra) R(amm) (2) nous attriste, N(atalia) I. (3) et moi-même, au plus haut point.

Le travail à mon livre sur Lénine traîne en longueur. J'y travaille avec des interruptions de plusieurs mois. Le premier volume de J'édition française (la Jeunesse) est paru récemment (4). Je n'ai pas d'éditeur allemand et ne suis point sûr d'en trouver un. De toute manière, rien ne presse, hélas, car le livre ne serait prêt, au mieux que dans un an.

Qu'on doive élaborer pour l'Allemagne une plateforme claire et concrète, voilà qui est tout à fait correct. On a fait des tentatives dans ce sens, - mais pour autant que je sache sans résultat. Personnellement, je suis en ce moment absolument en dehors de la vie politique allemande : je ne lis ni journaux ni revues allemands et je n'ai pas non plus la moindre possibilité, au cours des prochains mois tout au moins, de m'en occuper. J'écris à présent un ouvrage assez important sur l'Union soviétique dans la nouvelle phase de son histoire (5) et il me faudra ensuite me consacrer à une étude sur la France.

Vous aurez peut-être vu à la lecture du dernier numéro de *Unser Wort (6)* que notre tendance en Union Soviétique recrute des milliers et des milliers de partisans dans la jeune génération. J'ai indiqué comme nombre minimum d'exclusions pour les derniers mois de l'année 1935 celui de trente mille, comme nombre vraisemblablement exact celui de vingt mille. Tout ce qui a paru depuis dans la Pravda sur ce sujet (pas grand-chose, de toute façon) me laisse supposer que mes chiffres sont trop bas : il ne m'étonnerait pas du tout à présent qu'il s'avère qu'on ait exclu quarante ou cinquante mille bolcheviks-léninistes et l'on continue d'en exclure. On peut considérer que le troisième chapitre de l'histoire de la révolution d'Octobre vient de commencer. Naturellement, son évolution dépendra très étroitement de l'évolution en Europe occidentale, en premier lieu en France (7).

De tout ce que je viens de dire, vous pouvez voir que je ne suis absolument pas en mesure de m'occuper, directement ou indirectement, de la question de la plate-forme allemande ou de l'appel allemand. Je n'ai même pas pu donner ce mois-ci un article pour le bulletin russe. En ce moment, je ne travaille pas du tout. J'attends que mes forces se soient à peu près rétablies pour achever mon ouvrage sur l'U.R.S.S. A l'égard de la section allemande, comme de plusieurs autres, je suis grandement fautif. Si vous devez réaliser votre projet d'appel, il vous faudra, mon cher camarade F(ranz) P(femfert), discuter avec nos camarades allemands : comme lieu de négociation, Oslo ne peut, non seulement pour des raisons géographiques, mais aussi pour des raisons de santé, nullement entrer en ligne de compte pour le proche avenir.

Je vous prie de ne voir aucun « pessimisme » dans cette lettre. Mais il faut compter avec les dures réalités biologiques. Avec mes souhaits les meilleurs pour votre « biologie » et la santé d'A(exandra) R (amm).

Notes

[1] Franz Pfemfert (1874-1954), ancien directeur de l'hebdomadaire *Die Aktion,* avait été l'un des fondateurs du K.A.P.D., le parti communiste « gauchiste » d'Allemagne en 1920. Il était lié à Trotsky

par une vieille amitié. Il avait émigré à l'époque de l'arrivée de Hitler au pouvoir et exerçait à Karlovy-Vary le métier de photographe. Il avait eu de 1929 à 1933 une correspondance suivie avec Trotsky et venait seulement de reprendre contact avec lui.

2 Alexandra Ramm (1883-1963), d'origine russe, était la compagne de Franz Pfemfert. Elle avait été pendant longtemps la traductrice des livres de Trotsky en langue allemande.

3 Les initiales N.I. désignent Natalia Ivanovna Sedova, compagne de Trotsky.

4 Il y avait déjà plusieurs années que Trotsky avait commencé son livre sur Lénine, et le « premier volume » restera unique.

5 Sur les instances de son traducteur américain, Max Eastman, et en vue d'une réédition aux Etats-Unis de l'Histoire de la Révolution Russe, Trotsky avait commencé en septembre 1935 ce qu'il pensait devoir être une préface à cette réédition. Mais il avait été pris par son sujet et, de recherche en approfondissement, était passé à la rédaction d'une brochure qui était finalement devenue un livre que l'éditeur allait baptiser La Révolution Trahie.

6 *Unser Wort,* qui paraissait alors à Paris, était l'organe des I.K.D., section allemande de la L.C.I. La traduction de l'article de Trotsky sur « la section soviétique »(*Œuvres* 8, p. 82-90) avait paru dans le n° 5 daté de mars 1936.

7 Trotsky pensait que désormais seuls des succès révolutionnaires hors d'Union soviétique pouvaient ranimer la flamme révolutionnaire en U.R.S.S. même : c'est pourquoi il faisait dépendre les premiers développements de la révolution politique en U.R.S.S. de la révolution sociale qui montait en France.

[Ne plus perdre de temps]

(6 mars 1936)

Lettre au SI, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8030, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Chers Camarades (1),

Je viens de recevoir des gens de *La Commune* les copies de leurs lettres au bureau d'Amsterdam et au secrétariat international. Il s'avère que ces gens se sont adressés dès le 20 janvier au bureau pour la IV° Internationale pour le prier de fixer leurs obligations internationales. Or, ils n'ont reçu aucune réponse !

Dans les lettres du 8 mars, *La Commune* prie les responsables du secrétariat d'Amsterdam ainsi que ceux du secrétariat international de se faire représenter à la conférence de *La Commune (2)*.

Jusqu'à présent, j'ignorais tout de cette lettre de *La Commune* au secrétariat d'Amsterdam du 20 janvier. Je suppose que cette lettre est restée sans réponse jusqu'à maintenant. Je considère cette politique du silence, du refus de répondre, cette politique de résistance passive comme absolument nocive. Molinier n'a pu qu'en tirer avantage auprès des ouvriers qui étaient en train de se rapprocher de la IV° Internationale en passant par la porte de *La Commune*. Or, il nous faut être convaincus par avance que les ouvriers emprunteront des portes différentes pour se rassembler sous notre drapeau. On pouvait répondre à la lettre du 20 janvier de diverses manières selon la politique qu'on compte mener. Mais ne pas répondre veut dire qu'on n'a pas de politique et qu'on laisse entièrement l'initiative à Molinier.

Il va de soi, me semble-t-il, que le secrétariat international ou le secrétariat d'Amsterdam devrait se faire représenter à la conférence : voilà qui serait une occasion de voir les gens de près, de s'informer et de leur dire leurs quatre vérités. Si on se donne pour tâche principale de discréditer Molinier, il faudrait profiter de la conférence également dans ce sens. Mais si on s'abstient malgré l'invitation, on donne toute possibilité à Molinier de dénoncer la passivité bureaucratique des sommets et de renforcer sa position personnelle. Tout cela me parait si évident que je ne comprends absolument pas comment on peut ne pas s'en rendre compte.

Un autre problème : dans la proposition relative à la commission Crux (3), la question de savoir comment on aborde le comité de *La Commune* est restée pendante. En ce qui me concerne, je ne savais rien de la lettre du 20 janvier. L'étonnant, c'est que *personne,* lors de la décision à propos de la commission Crux, n'a rappelé l'existence de cette lettre pour permettre la réalisation pratique immédiate de la chose. Voilà comment on laisse échapper les meilleures situations.

Puisque le comité de *La Commune* s'adresse aussi à notre secrétariat international (et pas seulement à celui d'Amsterdam), il n'est peut-être plus nécessaire d'attendre d'Amsterdam une initiative qui viendra de toute manière trop tard. Après la conférence de *La Commune,* qui aura lieu demain ou après-demain, le secrétariat international peut fort bien informer la nouvelle direction que, pour régler les questions soulevées par le comité de *La Commune,* une commission préparatoire a été nommée et que les gens peuvent s'adresser *directement et officiellement* à Crux. *Le plus important est maintenant de ne plus perdre de temps.*

P.-S .Les propositions que j'ai faites dans ma dernière lettre gardent naturellement toute leur valeur (la discussion dans le secrétariat international, la discussion commune avec le comité central français, etc.).

Notes

[1] Cette lettre était adressée au S.I. avec copie à Schmidt et Sneevliet, membres du « bureau d'Amsterdam » également concerné.

2 La conférence des partisans de *La Commune* qui se proposaient de fonder le parti communiste internationaliste allait se tenir le 7 mars.

3 Au sujet de la commission Crux, voir la lettre de Trotsky à P.J. Schmidt, du 4 mars précédent.

[Renouer les liens internationaux]

(7 mars 1936)

Lettre à Hugo Dewar, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7680, et Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'allemand.

Chers Camarades (1),

J'ai reçu avec reconnaissance toutes vos lettres et vos documents. Seule une maladie m'a empêché de vous répondre rapidement. Je vais maintenant rattraper cette omission.

Vous m'avez demandé de collaborer au journal que vous projetez. Malheureusement, j'ignore sur quelle base programmatique et sous quel drapeau politique vous projetez la publication de ce journal. De plus, vos lettres et documents me font craindre que les divergences qui vous avaient conduits à scissionner d'avec notre organisation (2) ne se soient pas atténuées depuis, mais au contraire se soient aggravées. Je serais heureux que mon impression se révèle fausse. Je crois simplement qu'il me faut vous donner clairement mon opinion.

1. Vous avez rompu avec nous, il y a deux ans, parce que vous jugiez « opportuniste » l'orientation en direction de l'ILP. Vous étiez pour une organisation indépendante. Depuis, cependant, vous avez rejoint le Labour Party, ce qui a provoqué une nouvelle scission dans nos rangs (3).

La question de savoir s'il faut entrer dans l'I.L.P. ou dans le *Labour Party* n'était pas à mes yeux, et continue à ne pas *être une question de principe,* mais une question d'opportunité pratique. Votre propre conduite a démontré le caractère malsain de la base sur laquelle vous êtes allés à la scission avec nous. Je ne vois pas, dans vos documents ni vos lettres, que vous ayez compris l'importance de la faute que vous avez commise en rompant avec la seule organisation marxiste internationale (4).

2. On ne voit pas du tout clairement les idées et méthodes que vous avancez pour votre activité à l'intérieur du *Labour Party*. Notre groupe dans II.L.P. se bat tout à fait ouvertement pour les idées et les méthodes du bolchevisme et pour la IV° Internationale. Je ne veux pas exagérer l'importance de ces résultats, ni nier qu'il y ait eu certaines erreurs tactiques. Mais le *Marxist Group* est *l'unique* groupe qui défende ouvertement la IV° Internationale en Angleterre (5). Et, pour nous, l'avenir du prolétariat mondial est lié à la IV° Internationale.

Contrairement à cela, votre groupe n'apparaît que comme l'aile gauche du *Labour Party*, c'est-à-dire un vague courant centriste. Vous n'avez guère recruté de nouveaux éléments. Il serait en vérité bien difficile de le faire sans programme ni drapeau politique. Le fait que nombre de camarades de votre groupe occupent des positions dans le *Labour Party* ou les syndicats n'a pas de signification révolutionnaire parce qu'ils n'y représentent aucun programme précis, mais n'ont été élus que sur la base de leur activité individuelle. Toute l'expérience historique enseigne que c'est là le chemin le plus court pour être absorbés dans la bureaucratie réformiste.

3. Vous répondez à ma question qu'en principe vous êtes certainement pour la IV° Internationale, mais que vous jugez impossible de faire pour elle de la propagande à l'intérieur du *Labour Party*. Ce point de vue est difficile à comprendre, et plus encore à approuver. La bureaucratie du *Labour Party* et du T.U.C (6). n'est rien d'autre que la police politique du capital à l'intérieur de la classe ouvrière. Lorsque des révolutionnaires ne font que ce que la police les laisse faire, c'est que ce ne sont pas des révolutionnaires.

De toute évidence, quand on lutte contre les canailles profondément corrompues qui dirigent le *Labour Party*, on doit agir avec prudence et perspicacité. Cela ne vaut que pour la *technique* du travail révolutionnaire, pas pour son contenu. *Comment* faire de la propagande pour la IV° Internationale à l'intérieur du *Labour Party*, c'est votre affaire à vous. Si on *renonce* à faire cette propagande, on se rend directement à la IIème Internationale.

4. A ma question de savoir si l'expérience a révélé s'il était plus avantageux pour les bolcheviks-léninistes de travailler dans l'I.L.P. ou dans le *Labour Party*, vous m'avez répondu que, bien que vous estimiez que les possibilités dans l'I.L.P. sont épuisées, un tournant du *Marxist Group* vers le *Labour Party* n'est pas souhaitable - et pourquoi ? Non pas parce que, peut-être, il n'est pas possible de travailler dans le Labour Party, mais parce que le,*Marxist Group* est trop... médiocre pour le *Labour Party*. Là, vous dépassez la mesure. Vous pensez que le *Labour Party*, dirigé par d'habiles carriéristes, traîtres et chauvins, est trop bon pour les bolcheviks-léninistes et que votre groupe a, pour ainsi dire, mission de protéger le *Labour Party* contre les intrusions du *Marxist Group*.

Si telle était la situation, quel serait le but de ma collaboration à votre futur journal ?

5. Comme preuve de la « bassesse » du *Marxist Group*, vous citez sa conduite pendant la campagne électorale (7). Quand MM. Attlee, Clynes (8) et compagnie disent qu'ils ne peuvent recevoir les gens qui les ont boycottés, je ne m'étonne pas. Mais, que vous, cependant, vous mettiez cette question purement tactique au-dessus de toutes les autres, cela révèle un état d'esprit qui me paraît très dangereux. Le mot d'ordre du boycottage était une erreur tactique qui sortait néanmoins de prémisses révolutionnaires. Le fait que vous exagériez cette faute est également une faute, mais qui provient de vos prémisses opportunistes.

6. Les adhérents de la IV° Internationale appartiennent - formellement ou non - à une organisation internationale dont les membres sont répandus dans le monde entier, travaillent étroitement ensemble, se critiquent mutuellement et se contrôlent les uns les autres. Cela leur donne la certitude que, quand ils commettent des erreurs, ils sont également capables de les corriger. Quelles sont cependant les garanties que possède votre groupe, qui n'a pas de programme, qui n'appartient à aucune organisation internationale, et dont la politique consiste à s'adapter à l'aile « gauche » de la bureaucratie ?

Et maintenant, les conclusions-clés. Toute mon activité est liée à celle des organisations qui se fondent sur la base de la « *Lettre ouverte pour la IV° Internationale* ». Je ne puis donc collaborer à votre journal - et, dans ce cas, je le ferai avec plaisir - que s'il fait son programme de la « *Lettre ouverte pour la IV° Internationale* ». Cette initiative ne doit pas avoir cependant un caractère platonique, mais doit avoir des conséquences nationales et internationales. C'est-à-dire que votre groupe doit renouer les liens internationaux qu'il a brisés il y a deux ans. Vous devez également entrer en contact étroit avec le *Marxist Group* pour mener un travail révolutionnaire, à l'avenir, en entente étroite avec lui. Je suis sûr qu'un accord sur une base programmatique ferme ne peut que donner les meilleurs résultats, et je suis prêt à travailler avec vous dans ce but, de toutes mes forces.

Notes

[1] La lettre est adressée à « Dewar et camarades ».

Hugo Dewar (1908-1980), militant de l'I.L.P., avait été l'un des premiers militants britanniques à chercher le contact avec l'opposition de gauche - membre de la *Marxist League* de F. A. Ridley, il avait approuvé les critiques de Trotsky contre sa direction. Puis il avait rejoint le P.C. en tant qu'opposant de gauche et le « Balham Group » qui était le noyau de l'opposition britannique et fut exclu en août 1932. Lors de la scission de la section britannique en décembre 1933, Hugo Dewar avait été l'un des dirigeants de la « majorité » qui avait refusé d'entrer dans l'I.L.P. Il avait repris contact avec Trotsky en janvier et venait de lui demander sa collaboration au périodique *Red Flag* dont son groupe avait prévu la nouvelle parution.

2 Il n'y avait eu formellement scission que de la section britannique, la « majorité » étant resté groupe indépendant et la « minorité » entrée dans l'I.L.P. Mais le S.I. avait proposé aux deux le statut d'« organisation sympathisante », ce qui avait beaucoup choqué la majorité, laquelle, toutefois, s'était contentée d'interrompre les relations épistolaires. A l'époque de la scission, la section comptait une cinquantaine de membres, et la « majorité » une trentaine. En février, P.J. Schmidt avait pris contact

avec un groupe qui comptait vingt-cinq membres environ dont une douzaine de jeunes.

3 Dans l'état actuel de nos informations, le lien n'est pas évident entre l'entrée du groupe Dewar dans le *Labour Party* et la scission du *Marxist Group* dont l'ancien animateur, D. D. Harber venait d'entrer dans le *Labour Party*. Les affaires de Harber étaient d'ailleurs en bonne voie puisqu'au mois de mars 1936, il opérait la fusion de son *Bolshevik-Leninist Group* avec le *Youth Militant* de Charles van Gelderen, et, surtout, venait de recruter un militant de grande valeur, l'ancien dirigeant des J.-C. Britanniques Eric Starkey Jackson (1907-1942).

4 Aujourd'hui encore à la veille de sa mort, Hugo Dewar contestait cette interprétation, disant qu'il n'y avait pas eu rupture formelle, mais seulement distension des liens *de part et d'autre.*

5 il semble bien que Trotsky était personnellement partisan de l'entrée des militants B.L. britanniques dans le *Labour Party*, et par conséquent d'accord avec l'orientation préconisée par D.D. Harber. Mais il ne pouvait approuver l'initiative de ce dernier et cherchait à prendre la décision par le *Marxist Group* lui-même ou du moins par son écrasante majorité, et ménageait en même temps Schmidt, convaincu qu'il fallait rester dans l'I.L.P. Aussi, pour le moment du moins, « ignorait »-t-il le groupe de D. D. Harber.

6 Le T.U.C. est le Trade Union Congress, organisme syndical suprême.

7 Pendant la campagne électorale, le *Marxist Group* avait soutenu dans l'I.L.P. la position qui consistait à ne voter pour les candidats du *Labour Party* que s'ils combattaient la position de la S.D.N. dans l'affaire d'Ethiopie et les « sanctions ». Trotsky avait critiqué cette politique dans une discussion de novembre 1937 avec Earle Birney et Kenneth Johnstone, deux Canadiens du *Marxist Group* (*Œuvres* 7, p. 136-141).

8 Clement R. Attlee (1883-1967), devenu major de réserve pendant la guerre, avait remplacé en 1935 le pacifiste Lansbury à la place de « leader » du groupe parlementaire aux Communes. Il avait été imposé à ce poste par le dirigeant syndical Ernest Bevin, partisan de la « sécurité collective ». Quant à John R. Clynes (1869-1949), il incarnait depuis plus de vingt ans l'extréme-droite du *Labour Party*.

[L’exclusion des dirigeants espagnols]

(9 mars 1936)

Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8031, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

Chers Camarades,

Je trouve le projet de résolution concernant l'Espagne bien juste, mais je propose d'éliminer de l'avant-dernier paragraphe la phrase suivante : « *et décide d'exclure de nos rangs les responsables de cette politique et tous ceux qui s'en rendent solidaires (1)* ».

Cela ne change pas le fond, mais évite l'apparence qu'on exclut les chefs par-dessus la tête des ouvriers auxquels on fait appel (2).

Notes

[1] Le S.I. avait décidé le 30 janvier l'exclusion d'Andrès Nin et des autres dirigeants du POUM originaires de la *Izquierda comunista* qui, formellement, étaient toujours membres de l'organisation internationale. Trotsky avait protesté, par une lettre du 6 février (*Œuvres* 8, p. 154) et le S.I. du 14 avait décidé de lui soumettre, ainsi qu'à Sneevliet, un nouveau texte. La phrase dont Trotsky propose la suppression vient après le passage suivant : « *Il y a lieu de dénoncer publiquement l'attitude des membres de la Gauche communiste qui ont couvert cette opération de trahison. »*

2 L'appel se terminait par un « appel aux ouvriers révolutionnaires espagnols et à tous les militants restés fidèles à la Ligue des communistes internationalistes et à sa politique, pour fonder la section espagnole de la IV° Internationale ».

[Comment travailler dans le P.S. américain]

(9 mars 1936)

Lettre à James P. Cannon, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7494 et Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'allemand.

Cher Camarade Cannon (1),

Les décisions de la dernière conférence (2) ne sont pas encore en ma possession. Mais j'espère que tout s'est bien passé. En tout cas, j'ai reçu un télégramme des camarades Muste, Spector et Abern me faisant savoir leur soutien loyal à la décision prise (3).

Le plus important à présent (si l'entrée dans le parti socialiste se réalise) c'est de se mettre au travail de manière à la fois sérieuse et efficace.

Vous n'avez pas aujourd'hui en Amérique des questions aussi brûlantes qu'en France. La dénonciation des dirigeants centristes sera dans une certaine mesure plus difficile, car il ne s'agit nullement d'utiliser des arguments qui n'aient de poids que pour vos propres camarades et n'aient aucun effet sur le *rank and file (4)* socialiste. En France aussi d'ailleurs on a dépensé bien trop d'énergie à « démasquer » les dirigeants de manière souvent purement idéologique et trop peu par un travail en profondeur à la base, en particulier dans la jeunesse. C'est une erreur qu'on devrait, à mon avis, essayer d'éviter en Amérique.

C'est une partie importante de notre travail que de gagner les éléments jeunes, capables de penser et d'évoluer, à notre programme, à notre passé et donc aussi à notre avenir. Cela ne peut se faire que par une propagande bien organisée. Nos camarades pourraient peut-être organiser pour les jeunes, mais aussi pour les adultes, un cycle de cours sur la révolution d'Octobre et l'Union soviétique, la révolution chinoise, l'évolution de l'Allemagne et de l'Autriche, la révolution espagnole, le programme de l'Internationale communiste, etc. Ce travail « tranquille » montrerait instantanément aux meilleurs éléments socialistes l'énorme supériorité de nos cadres et les rendrait de la sorte aussi plus accessibles et plus attentifs à notre critique directe de *l'actualité.*

Naturellement je n'oppose nullement ce travail de propagande au travail de masse. Tout au contraire. Entraîner les organisations locales du parti socialiste dans les conflits locaux, et, sur la base de ces conflits, provoquer en leur sein les différenciations nécessaires, reste le devoir le plus éminent de la fraction. Mais une propagande plus profonde doit créer dans chaque organisation socialiste des points d'appui pour les éléments qui nous sont favorables et permettre seulement ainsi de les entraîner dans des actions de masse. Par ailleurs, en cas de rupture avec l'appareil centriste, seuls seront avec nous les éléments qui auront plus ou moins saisi de manière théorique le contenu de notre combat.

En ce qui concerne la critique de la direction centriste, il est très important de considérer qu'elle ne doit pas se perdre dans des détails secondaires qui ne pourraient qu'irriter les militants socialistes mais se concentrer sur des questions *importantes* et *bien choisies.* Il existe un certain risque que nos camarades réagissent par le sarcasme et le mépris aux platitudes superficielles servies par les centristes dans les réunions. Cela peut créer dès le début un climat très défavorable pour nous. Pour le simple militant, qui n'a pas la formation politique nécessaire, il est difficile de s'élever au niveau de notre critique et c'est pourquoi l'ironie (même parfaitement justifiée) inquiète le *rank and file,* l'agace et éveille en lui des soupçons. Cela donne aux chefs centristes la possibilité de mobiliser ces sentiments contre nous. Aussi est-il nécessaire d'être extrêmement patients et d'user d'un ton paisible et amical. Évidemment le ton peut changer et changera dès qu'on disposera des points d'appui nécessaires et que de grandes questions politiques viendront à l'ordre du jour.

Tout cela n'est évidemment pas si facile, car la partie ne peut être jouée comme si c'était un morceau de musique. Mais comme nous avons de bons cadres, dotés d'une solide expérience, nous pouvons, je

crois, attendre une méthode précise de travail de tous les camarades.

Toutes ces considérations sont évidemment bien trop abstraites et aux trois quarts superficielles, car là-bas vous voyez les choses, de près, plus concrètement que nous ici (5). Je voulais seulement vous communiquer à toutes fins utiles ces suggestions qui proviennent de l'expérience française et, pour une part aussi, de l'expérience belge.

Il serait très important que notre Internationale soit informée de ce qui se passe en Amérique. Il serait évidemment d'une imprudence extrême d'envoyer des rapports officiels, etc. Mais un jeune camarade, disons le camarade Roberts (6), pourrait nous faire parvenir sous la forme de lettres privées les informations nécessaires (impressions, projets, etc.) sans engager pour autant de manière formelle la direction de notre fraction. Mais il est très important que nous soyons tenus au courant ici de vos nouvelles expériences.

Notes

[1] Trotsky avait tenu Cannon au courant de tout ce qu'il avait fait pour l'appuyer et pour empêcher la scission.

2 La conférence nationale du W.P.U.S. qui avait à trancher la question de l'entrée dans le P.S. s'était tenue les 29 février et I° mars.

3 Cette décision de la minorité hostile à l'entrée constituait pour Trotsky un grand succès personnel : la violence des désaccords à l'intérieur du W.P.U.S. aurait logiquement dû conduire à une scission si lui-même n'avait pas pesé de tout son poids pour le maintien de l'unité.

4 En anglais dans le texte. « Rank and file » désigne « la base ».

5 C'est pourquoi je ne fais ces suggestions que dans une lettre privée : elles me semblent très insuffisantes pour une lettre à la direction. En outre, j'en ai un peu parlé avec les camarades Spector et Paine (note de L. Trotsky).

6 Harold Frank Roberts était l'un des pseudonymes militants de Harold R. Isaacs (né en 1910). Isaacs était arrivé en Chine à la fin de 1930 sans affiliation politique, avait sympathisé avec le P.C. chinois et commencé la publication de la revue *China Forum.* Informé des divergences à l'intérieur de l'I.C., il avait été influencé par les arguments de l'Opposition de gauche à propos de la politique allemande, s'était lié à l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche chinoise, Liu Renjing, qu'il avait caché chez lui. Après la parution du dernier numéro de *China Forum* en janvier 1934, Isaacs s'expliqua sur sa rupture avec le stalinisme dans une lettre à *New International*. Il avait commencé à cette époque un livre sur la révolution chinoise et chercha à compléter sa documentation par un voyage en Europe en 1933 où il rendit visite notamment à Treint, Sneevliet puis Trotsky (cf. *Œuvres* 6). Il avait rejoint le W.P.U.S. à son retour aux Etats-Unis à l'automne 1935. Trotsky avait beaucoup d'estime pour lui et lui avait proposé de préfacer son livre, *La Tragédie de la révolution chinoise.*

[Quelques désaccords à discuter]

(10 mars 1936)

Lettre à Fed Zeller, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10963, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

Cher Camarade Fred (1),

Votre lettre du 3 mars nous a bien réjouis ici. Je vois bien que vous ne perdez pas courage malgré (les) quelques échecs des derniers mois. Ce que vous dites sur l'état d'âme des ouvriers est très intéressant (2). Pourquoi ne pas le publier sur *Révolution* ? Mais d'une manière plus concrète. J'ai beaucoup insisté en son temps sur la nécessité de développer dans les colonnes de *Révolution* un reportage vivant et sérieux. Malheureusement, on a tout à fait étouffé ce genre d'articles.

Sur la défense de l'U.R.S.S., je ne puis aucunement accepter le point de vue que vous exposez. La bureaucratie est un facteur très important, mais il n'y a pas que la bureaucratie. Il y a tout le régime social qui détermine notre politique. Et le régime social de l'U.R.S.S., malgré la bureaucratie perfide et réactionnaire, est le seul régime progressif du monde : le développement rapide des forces productives et de la culture, etc. En défendant l'Abyssinie contre l'impérialisme, nous ne défendons pas le Négus (3), au contraire : la victoire éventuelle de l'Abyssinie sur l'Italie (avec l'aide du prolétariat mondial) donnerait une poussée formidable à tous les peuples coloniaux - non seulement contre les impérialistes mais aussi contre leurs propres négus. La même chose pour la bureaucratie soviétique : la victoire de l'U.R.S.S. signifierait en même temps un échec formidable pour les pays impérialistes et, eo ipso (4), le développement de la révolution mondiale. Dans ce tourbillon, la bureaucratie soviétique ne pourrait que trouver sa perdition. Il faut envisager la question de l'U.R.S.S., de sa bureaucratie, etc. dans l'enchaînement dialectique des événements historiques. D'ailleurs, je parle là-dessus plus largement dans une brochure que je prépare.

Quant aux élections législatives en France, je ne crois pas qu'on puisse accepter le boycottisme (5). Faire de la propagande pour les comités d'action : oui. Opposer les futurs comités d'action à la présente action électorale : non ! On ne peut boycotter le parlementarisme que quand on est assez fort pour le remplacer par l'action directe révolutionnaire. Mais là-dessus aussi on s'expliquera plus largement.

Pensez-vous rester encore longtemps à Lyon ? Avez-vous visité Grenoble où nous avons d'excellents amis, Violette et Alexis Bardin (6) ?

Je réfléchirai à quelques suggestions pratiques que vous faites dans votre dernière lettre.

Notes

[1] Fred Zeller (né en 1912), étudiant aux Beaux-Arts, avait été dirigeant de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine et leader de la tendance I.S.R. Adversaire résolu de l'Union sacrée, il avait été exclu ainsi que les autres dirigeants de l'Entente, notamment bolcheviks-léninistes, en juillet 1935, lors de la conférence de Lille sous la pression des dirigeants de la S.F.I.O. Il avait rendu visite à Trotsky à Hønefoss et avait été convaincu par lui de rejoindre le G.B.L. Il avait participé en janvier 1936 à la fondation des J.S.R. et était ensuite parti en province pour une tournée de trois mois.

2 Zeller trouvait les ouvriers inquiets, méfiants vis-à-vis des organisations officielles, et réceptifs aux arguments des B.L.

3 Le « Négus » était l'empereur d'Ethiopie. Rappelons que l'armée italienne du régime fasciste de Mussolini était en train d'achever victorieusement la campagne de conquête de l'Ethiopie ou Abyssinie.

4 « eo ipso » : expression latine, « par cela même ».

5 Trotsky emploie le néologisme « boycottisme » pour désigner la tactique du boycottage.

6 Alexis Bardin (né en 1905) était professeur de dessin industriel à l'école Vaucanson de Grenoble quand Trotsky habitait à Domène. Chargé par ses deux frères, militants du G.B.L., de jouer un rôle de courrier, il s'était laissé convaincre par Trotsky qui l'avait pris en amitié, ainsi que sa femme, Violette et leur fille, appelée Léone.

[Attention à Godefroid]

(10 mars 1936)

Lettre à Léon Lesoil. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8879, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

Cher Camarade Lesoil (1),

J'ai reçu grâce à vous cinq numéros de *La Jeune Garde (2)*. Mon impression : c'est un organe des plus louches du mouvement ouvrier. Ce n'est pas une feuille centriste avec des oscillations inévitables comme l'était *l'Action Socialiste* sous Spaak (3). Non, c'est un instrument de duperie, de perfidie et de trahison. Godefroid arrange consciemment les articles et les formules pour mieux tromper la jeunesse et pour la livrer au patron Vandervelde (4) c'est-à-dire au patron Capital. Dans ces conditions, Dauge (5) propose d'abandonner les discussions « oiseuses ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Et que signifie la photo de Dauge publiée sur *La Jeune Garde* ?

La seule politique juste serait de dénoncer La *Jeune Garde* et *Godefroid (6)* dans chaque numéro en démasquant leurs formules creuses, en leur posant des questions et en exigeant des réponses précises. Sans cela on retombe dans la déclamation « oiseuse » sur le défaitisme révolutionnaire en dehors de l'espace et du temps.

Mes saluts la plus chaleureux.

Notes

[1] Léon Lesoil (1892-1942), technicien des mines de charbon, avait vécu la révolution russe en tant que militaire belge et était devenu communiste à Vladivostok en 1918. Il avait été le fondateur et le dirigeant du parti communiste de Belgique à Charleroi, membre du comité central, délégué au Y congrès de l'I.C. permanent à Liège en 1927. Il avait été exclu en 1928 et était devenu l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche, conduisant en 1930 le petit groupe qui avait rallié les positions de Trotsky et de l'opposition internationale. Il avait été run des dirigeants de la grève des mineurs de 1932, puis, à partir de 1935, un ardent partisan de l'entrisme dans le P.O.B. où il n'avait pas été personnellement admis. Il était l'homme de confiance de Trotsky dans la section belge.

2 *La Jeune Garde* était l'organe de l'organisation de jeunesse du parti ouvrier belge, les Jeunes Gardes socialistes (J.G.S.).

3 L'avocat Paul Henri Spaak (1899-1972) avait été jusqu'en 1935 la figure de proue de l'aile c gauche » du P.O.B. regroupée autour de l'hebdomadaire *Action socialiste* qui rassemblait des éléments très divers, y compris des sympathisants du P.C. Spaak devint ministre dans le cabinet van Zeeland d'Union nationale en mars 1935, et l'Action socialiste allait éclater à l'été suivant, entre partisans de l'A.S.R. trotskysants et prostaliniens.

4 Emile Vandervelde (1866-1938), avocat et dirigeant de l'aile la plus droitière du P. O.B., était à cette époque à la fois ministre du roi (sans portefeuille) et président de la II° Internationale. Sa participation au cabinet de guerre en 1914 faisait de lui aux yeux de Trotsky un symbole du « social-traÎtre ».

5 Walter Dauge (1907-1944), fils de mineur, ancien étudiant, puis speaker de radio révoqué, était dirigeant des J.G.S. du Borinage et leader de l'Action socialiste révolutionnaire dans laquelle il avait été en principe gagné par la fraction trotskyste « entriste ». Il refusait d'engager la lutte contre le dirigeant J.G.S. Fernand Godefroid ce qui provoquait chez Trotsky méfiance et inquiétude.

6 Fernand Godefroid (né en 1909) était depuis 1930 secrétaire national des Y.G.S. Membre de la « gauche », il avait depuis peu choisi son Cam p et commencé l'expulsion systématique des c trotskystes

» du J.G.S. Trotsky envoyait lettre sur lettre pour que l'A.S.R. cesse d'être conciliante à son égard et se heurtait à la résistance de Dauge.

[Un mensonge plus stupide qu’ignoble]

(11 mars 1936)

Révolution, 30 mars 1936. Lettre au journal *L'Œuvre*.

Monsieur le Directeur (1),

Dans votre journal du 8 mars, vous publiez une lettre du général A. Niessel (2) contenant cette affirmation Trotsky reconnaît avoir touché autrefois de l'argent de l'Allemagne, mais reconnaît qu'il fallait bien vivre, etc. La plupart de vos lecteurs, j'en suis sûr, ont compris sans attendre mon démenti formel, qu'il ne s'agit ici que d'un mensonge plus même stupide qu'ignoble.

Notes

[1] *L'Œuvre* avait été fondée en 1913. Son directeur était Henri Raud. Elle diffusait à plus de cent mille exemplaires et comptait sur la collaboration de dirigeants du parti radical.

2 Henri Albert Niessel (1866-1955), après une carrière qui s'était déroulée pour l'essentiel en Algérie et au Maroc, général de corps d'armée en 1916, avait dirigé en 1917 la mission militaire chargés de maintenir la Russie dans la guerre aux côtés des Alliés.

[Prise de contact]

(12 mars 1936)

Lettre à Walter Dauge. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7664, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

Cher Camarade Dauge,

1. Je ne puis envoyer l'article voulu (1) que mardi le 17 et encore en russe pour mieux expliquer ma pensée. J'enverrai la copie par avion à Paris pour la traduction et la transmission immédiate à vous. Tout cela signifie la perte d'une semaine. Si vous y tenez, vous pouvez annoncer l'article par avance pour atténuer ainsi un peu le retard.

2. Les camarades Lesoil et Fux (2) m'écrivent très rarement et très peu. Vous avez tout à fait raison en supposant que je ne suis pas suffisamment informé sur la vie du P.O.B. et en particulier sur les modalités électorales (3). Mais je suis un lecteur attentif de *l'Action socialiste révolutionnaire.* C'est la source la plus importante d'où je puise mes informations sur la vie du P.O.B. Je vous saurais naturellement bien gré pour toute information que vous m'aurez procurée.

3. Je lis aussi *La Jeune Garde* et cela me suffit pour dire avec la pleine conviction que Godefroid et sa clique représentent le plus grand danger pour le développement du parti révolutionnaire en Belgique. Il est mille fois plus important de dénoncer Godefroid que Vandervelde parce que Vandervelde ne peut asservir la jeunesse ouvrière belge à l'impérialisme autrement que par l'intermédiaire de Godefroid. Je trouve l'attitude de l'A.S.R. envers Godefroid absolument insuffisante pour ne pas dire foncièrement fausse. Il ne s'agit pas d'une « *discussion oiseuse* », il s'agit de défendre l'internationalisme révolutionnaire misérablement trahi par Godefroid. Il faut le dénoncer ! Il faut le combattre ! Il faut lui arracher la jeunesse ouvrière !

Mes meilleurs saluts.

Notes

[1] Il s'agit de l'article « *Les déclarations et révélations de Staline* » qui ne sera finalement achevé que le 18 mars.

2 Georges Fux (né en 1911), militant des J.C. passé à l'Opposition de gauche à Charleroi en 1932, avait dirigé les Jeunesses léninistes puis la fraction trotskyste et la tendance A.S.R. dans les J.G.S.

3 La lettre du 9 mars 1936 est la première de Dauge à Trotsky dans les archives de Harvard. Outre la demande d'article, il y explique à Trotsky qu'il manque de toute évidence d'éléments d'informations sur la situation dans le parti belge.

[Le livre sur l'Union Soviétique]

(13 mars 1936)

Lettre à Léon Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10141, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Cher Ami (1)

Je suis en train d'achever un gros ouvrage sur l'Union soviétique. Le titre est à peu près : « *Qu'est-ce que l'Union soviétique et où va-t-elle ?* » Je suppose que le livre fera environ deux cents pages ; dans le cas où on ne l'imprime pas trop serré, il peut faire plus. Ce n'est pas une brochure de propagande pour l'usage interne, mais une œuvre pour le grand public. On y trouve une analyse de l'évolution économique de l'Etat soviétique, de la bureaucratie, de l'armée, du rôle éventuel de l'Etat soviétique dans la guerre et de la perspective de son évolution ultérieure. J'imagine que cet ouvrage trouvera un terrain favorable en France à l'heure actuelle et qu'il aura donc une très large diffusion ainsi qu'un tirage élevé. La première partie peut déjà être chez le traducteur à Paris au cours de la semaine prochaine. Le reste serait ensuite expédié dans les deux semaines suivantes (si rien de fâcheux ne se produit).

La rédaction est entièrement terminée. Il ne s'agit que de corrections et de mise au net.

Il est nécessaire de trouver un éditeur sans tarder. Il faut faire la proposition à Rieder (2). S'il la rejette, il commettra une grosse bêtise, car le livre présente un gros bénéfice. Mais comme Rieder a des droits exclusifs, il peut naturellement exercer une certaine pression, au moins en ce qui concerne le prix. Il faut sur ce point être fort prudent et négocier adroitement. J'imagine qu'un éditeur, pour un tel ouvrage, ne devrait pas *payer d'avance* moins de deux mille francs, non compris les frais de traduction. Je propose donc d'engager immédiatement les négociations.

Il y a cependant une difficulté technique : la dactylographe que j'ai ici. Il n'est pas certain qu'elle puisse venir lundi pour mettre au net le manuscrit. Si sa maladie devait durer, j'enverrais à Paris la première partie du manuscrit pour qu'on en fasse sur place plusieurs copies, deux pour New York, une pour la traduction française, etc.

Je suppose que l'ouvrage sera traduit par Parijanine (3) Malgré le nombre important d'erreurs commises dans le premier volume de ma biographie de Lénine, il reste le meilleur traducteur français.

La préface pour l'édition française de mon *Terrorisme (4)* ainsi que mes articles pour le *Bulletin* russe dépendent aussi directement de l'état de santé de la dactylographe. Il vous faut en tenir compte par avance.

Notes

1 Léon Sedov (1906-1938) était le fils aîné de Trotsky et de Natalia Sedova. Militant des jeunesses après la révolution russe, il avait embrassé avec passion la cause de l'Opposition de gauche dont il était devenu l'un des organisateurs dans la jeunesse. Mais il choisit en 1928, lors de l'exil de son père à Alma-Ata, de l'accompagner pour l'aider matériellement et politiquement. Il avait suivi Trotsky et sa mère en exil en Turquie, et, en février 1931, s'était installé à Berlin qu'il avait quitté en 1933 pour Paris. Il était le responsable du « travail russe » et en particulier de la publication du Biulleten Oppositsii et membre du secrétariat International. Il était en outre très souvent le fondé de pouvoir, voire l'homme à tout faire de son père comme le montre cette lettre qui lui confie les contacts avec des éditeurs. Trotsky appelle son fils « cher ami» par une précaution, très dérisoire d'ailleurs, de clandestinité.,

2 La maison d'édition Rieder, de Paris, avait déjà publié Ma Vie, l'Histoire de la Révolution Russe et la Révolution Permanente, et venait de publier Jeunesse de Lénine.

3 Maurice Donzel dit Parijanine (1885-1937), avait vécu plusieurs années en Russie avant la guerre déjà puis pendant la révolution. Correcteur d'imprimerie, il était rédacteur à la revue *Les Humbles*. Trotsky lui avait vivement reproché les notes qu'il avait ajoutées à sa traduction de *Ma Vie*.

4 Il s'agit de la réédition de l'ouvrage qui s'intitulait primitivement Terrorisme et Communisme, et dont la nouvelle traduction française, pour éviter toute confusion avec le livre de Kautsky qui portait ce titre, avait été rebaptisée *Défense du Terrorisme*, titre qui, semble-t-il, contribuait à une confusion plus

dangereuse.

[A propos de manœuvre]

(16 mars 1936)

Lettre à W. Dauge, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7665, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

Cher Camarade Dauge (1),

Je ne nie naturellement pas l'utilité de telle ou telle manœuvre envers l'ennemi de classe, les réformistes y compris (2). Mais la politique de manœuvre a ses règles, qui doivent être strictement observées.

a) La manœuvre doit être bien comprise dans toute son envergure au moins par la direction (au point de départ).

b) La manœuvre ne peut pas se servir de ruses qui sont aptes à désorienter les amis sans peut-être tromper les ennemis.

c) Il faut bien définir les limites de la manœuvre, mettre au courant sa propre organisation et ne rien entreprendre d'important à titre personnel.

Je dois avouer (puisque notre correspondance n'aurait aucune valeur sans la franchise complète) que votre exposé ne me donne pas d'apaisement sur tous ces points.

Il est clair que la bureaucratie ne va pas vous exclure purement et simplement, mais essaiera de vous mettre au pied du mur. On vous posera des questions, on exigera des précisions, on contrôlera votre campagne électorale, on ne vous permettra même pas de rester dans le vague (ce qui serait déjà déplorable du point de vue révolutionnaire). Or quelque camarade du Borinage (j'ai lu le procès-verbal de la discussion) croit que vous... pourriez vous contenter dans la propagande des mots d'ordre « communs » avec le programme du P.O.B. Une attitude pareille serait *fatale.* Mais si vous envisagez une propagande claire et vigoureuse qui doit se renforcer d'un jour à l'autre pour être dirigée aussi *contre la politique des chefs du P.O.B.,* de ses ministres, etc., alors la manœuvre pourrait aboutir à un résultat positif pour le parti révolutionnaire.

Oui, je dis qu'il n'est pas « indifférent » de quel côté vient la scission. Mais cette formule (« pas indifférent ») signifie aussi que cette question n'est pas *décisive,* que c'est une question de procédure qui doit être subordonnée au contenu politique de la lutte. Naturellement il faut se couvrir autant que possible par l'exégèse savante des statuts, etc. Mais politiquement le seul salut est *l'offensive farouche et la dénonciation implacable de la complicité des chefs du P.O.B. dans le complot impérialiste et de la complicité de Godefroid et compagnie avec les chefs patriotes.*

Vous parlez de la possibilité d'avoir deux députés (3). La *Jeune Garde,* en publiant votre photo, parle aussi de deux candidats. De quoi s'agit-il en vérité ? D'un bloc de l'A.S.R. avec le C.N. des J.G. pour l'élection de deux députés ? Ou seulement de la tentative de Godefroid pour provoquer la scission dans l'A.S.R. ? Sur cette question, l'attitude de *l'Action socialiste révolutionnaire* n'est pas claire. Et je continue de considérer Godefroid comme l'élément le plus ambigu et le plus dangereux dans le jeu des forces intérieures du P.O.B.

Je sais bien que vos forces sont modestes (4). Mais la fraction révolutionnaire ne se renforce que par la clarté. Godefroid, par exemple, explique son adaptation aux social-patriotes par la nécessité de renforcer l'organisation. Si l'A.S.R. commence, pour la même raison, à s'adapter à Godefroid, le seul qui en sortirait renforcé serait le capitalisme belge.

Pour faire des manœuvres audacieuses, il faut être fort. Quand on est faible, la manœuvre peut bien se retourner contre son initiateur. La meilleure « modestie » révolutionnaire, c'est la clarté.

D'accord avec vous qu'il n'est pas recommandable d'imiter la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le boeuf. Mais imaginez, mon cher Dauge, qu'une grenouille essaie par de savantes manœuvres de vaincre un boeuf ou même un troupeau de boeufs. Ce ne serait pas du tout de la « modestie ».

Sur la Liga, votre explication ne me paraît pas satisfaisante (5). Prendre la défense de la Liga était un devoir élémentaire. Mais il y avait un devoir non moins important : se délimiter du confusionnisme de

la Liga. En prenant la défense de la Liga menacée, il eut fallu en même temps expliquer aux lecteurs l'antagonisme irréconciliable entre le pacifisme de Liebaers (6) et le marxisme de l'A.S.R. C'est la méthode consacrée par Marx et par Lénine. Et elle reste bonne.

La même chose pour Caballero (7). Vous dites l'avoir pris comme autorité « par pure tactique ». Croyez-vous que les ouvriers belges puissent comprendre, une tactique pareille ? J'en doute. Ils doivent se dire : ce Caballero doit être un excellent garçon, si on nous le donne en exemple. Ainsi, vous désorientez vos propres lecteurs. En même temps, vous ne servez pas du tout de cette manière vos idées contre les staliniens puisque ceux-ci doivent vous répondre : « Mais nous disons la même chose que Caballero et nous faisons la même chose que lui, c'est-à-dire le Front populaire. » De cette manière, vous êtes pris à votre propre piège. Il ne faut jamais jouer à cachecache avec les idées et les principes.

Le défaitisme révolutionnaire de l'A.S.R. est souvent trop abstrait puisqu'il se réduit à la répétition des formules générales. Aujourd'hui, en Belgique, le défaitisme révolutionnaire consiste surtout dans *le devoir de dénoncer le pacifisme de Liebaers et le centrisme capitulard de Godefroid.* Sans cela, les meilleures intentions et les meilleurs articles ne serviront qu'à préparer le triomphe des social-patriotes sur l'A.S.R. comme sur Godefroid et Liebaers.

Pas nécessaire de vous dire, camarade Dauge, que je serais bien heureux de continuer cette explication des deux côtés.

Notes

[1] Trotsky répond ici à une lettre de Dauge datée du 11 mars (Bibliothèque du Collège de Harvard, 739), elle-même répondant à sa lettre du 9 février (Œuvres, 7, p. 173-177).

2 Dauge justifiait la nécessité de la manoeuvre et affirmait notamment avoir embarrassé la droite du parti en se présentant au « poll », l'élection primaire, contre l'avis de ses camarades. Il expliquait que sa politique, loin d'être de l'opportunisme, comme le croyait Trotsky, était une « tactique intelligente ».

3 Non seulement Dauge escomptait bien avoir deux élus (Lesoil et lui-même), mais il précisait que, s'il avait suivi l'opinion de Lesoil et de Charleroi, la situation aurait tourné à la catastrophe, car rien n'était possible sans élu : « Nous n'aurions pas eu un seul élu. Dans ce cas, nous nous serions rapidement liquéfiés et le mouvement d'action socialiste révolutionnaire aurait sombré dans le ridicule »... (avec la permission du Collège de Harvard).

4 Dauge avait écrit sur un ton qui semble bien avoir été habituel chez lui : « Nous ne sommes qu'une poignée et ce n'est pas avec les cadres actuels que nous saurions faire de grandes choses. C'est là une vérité élémentaire qu'il faut bien comprendre, camarade Trotsky. »

5 Trotsky reprochait à Dauge et au journal de tendance de s'être identifiés aux positions de la « Liga » (De Internationale socialistische Anti-Oorlogsliga) flamande, organisation pacifiste persécutée par le P.O.B., au lieu de la défendre tout simplement.

6 Frans Liebaers (1895-1957), ouvrier du vêtement, secrétaire de la Liga depuis 1932, était son porte-parole.

7 L'Action socialiste révolutionnaire du 12 février 1936 portait en manchette un texte du dirigeant socialiste espagnol Largo Caballero : « *C'est par la force que la bourgeoisie s'est emparée des biens de la noblesse. C'est par la force que les masses ouvrières doivent écraser la bourgeoisie.* » Trotsky avait vivement reproché cette manchette à ses camarades dans sa lettre du 9 février.

Francisco Largo Caballero (1869-1946), ouvrier plâtrier, avait été l'un des principaux dirigeants réformistes de l'U.G.T. et du P.S.O.E. au cours des années vingt, mais avait fait un brutal virage à gauche à partir de 1933.

Les déclarations et les révélations de Staline

(18 mars 1936)

Politique extérieure

T 3903. *Biulleten Oppositsii*, n° 49, avril 1936, en français dans *Révolution*, 27 mars 1936. Traduction du russe revue et corrigée.

Qu'enseigne l'expérience de la Mongolie ?

Dans l'interview accordée par Staline à Roy Howard (1), ce qui est essentiel, c'est l'affirmation de l'inéluctabilité de l'intervention de l'U.R.S.S. en cas d'agression japonaise contre la république populaire de Mongolie. Cette affirmation est-elle juste au fond ? Nous pensons que oui. Non pas seulement parce qu'il s'agit de la défense d'un Etat faible contre un brigand impérialiste : si elle était guidée *uniquement* par ce genre de considérations, l'U.R.S.S. devrait être toujours en guerre contre tous les pays impérialistes du monde. L'U.R.S.S. est trop faible pour mener à bien une telle tâche, et, ajoutons-le, cette faiblesse est la *seule* justification du « pacifisme » de son gouvernement.

Mais la question de la Mongolie est celle des positions stratégiques futures du Japon dans une guerre contre l'U.R.S.S. Ici, il faut fermement trancher jusqu'où on peut céder. Il y a quelques années, l'Union soviétique a cédé au Japon le chemin de fer de l'Est chinois (2) qui est aussi une position stratégique de la plus haute importance. Cet acte fut alors célébré par l4Internationale Communiste comme une manifestation volontaire de pacifisme. En réalité, c'était un acte de faiblesse imposé. L'I.C. avait mené la révolution chinoise de 1925-27 à la ruine grâce à la politique du « front populaire (3) ». Cela a délié les mains de l'impérialisme. Ayant cédé une ligne de chemin de fer stratégique extrêmement importante, le gouvernement soviétique a, par là même, facilité les coups de force du Japon en Chine du Nord, ainsi que ses attaques actuelles en Mongolie (4). Aujourd'hui, il doit être clair, même pour un aveugle, que, lors de la cession du chemin de fer, il s'agissait non pas de pacifisme abstrait (ce qui eût été dans ce cas une simple stupidité et une trahison), mais d'un rapport de forces défavorable : la révolution chinoise avait été écrasée, l'Armée et la Flotte rouges n'étaient pas prêtes à la lutte. Actuellement, la situation du point de vue militaire s'est sans doute suffisamment améliorée pour que le gouvernement soviétique juge possible d'en venir à un veto catégorique dans la question de la Mongolie. On ne peut que saluer le renforcement des positions de l'U.R.S.S. en Extrême-Orient, ainsi que l'attitude plus critique du gouvernement soviétique vis-à-vis de la capacité qu'aurait le Japon, déchiré par les contradictions, à mener une grande et longue guerre. Il faut cependant noter que la bureaucratie soviétique, très audacieuse face à ses propres travailleurs, est facilement prise de panique face à ses adversaires impérialistes : le petit-bourgeois ne se gêne pas avec le prolétaire, mais il craint le grand bourgeois.

La formule officielle de la politique extérieure de l'U.R.S.S. largement répandue par l'Internationale communiste est : « *Nous ne voulons pas un pouce de terre étrangère, mais nous ne céderons pas un pouce de notre territoire.* » Dans la question de la Mongolie, cependant, il ne s'agit nullement de la défense de « notre territoire » : la Mongolie est un Etat indépendant. La défense de la révolution, comme on le voit même dans ce petit exemple, ne se réduit pas à la défense des frontières. La véritable méthode de défense consiste à affaiblir les forces de l'impérialisme et à renforcer les positions du prolétariat et des peuples coloniaux dans le monde entier. Un rapport de forces défavorable peut obliger, pour sauver la base principale de la révolution, à céder à l'ennemi beaucoup de « pouces » de territoire, comme cela fut fait à Brest-Litovsk et aussi en particulier dans le cas de la cession du chemin de fer de l'Est chinois. Et au contraire, un rapport de forces plus favorable impose à l'Etat ouvrier

l'obligation de venir en aide au mouvement révolutionnaire dans les autres pays, non seulement moralement, mais aussi, si nécessaire, à l'aide de la force armée les guerres émancipatrices sont un élément constitutif des révolutions émancipatrices. L'expérience de la Mongolie réduit ainsi en miettes l'idéologie du pacifisme conservateur qui s'appuie sur les frontières historiques comme sur les Tables de la Loi. Les frontières de l'U.R.S.S. ne sont que les tranchées provisoires de la lutte des classes. Elles n'ont même pas de justification nationale. Le peuple ukrainien, pour prendre un seul exemple parmi tant d'autres, est divisé en deux par des frontières d'Etats (5). Si la situation s'était développée de façon favorable, l'Armée rouge aurait été tenue de venir en aide à l'Ukraine occidentale opprimée par les bourreaux polonais. Il n'est pas difficile d'imaginer quelle gigantesque impulsion l'unification de l'Ukraine ouvrière aurait donné au mouvement révolutionnaire en Pologne et dans l'Europe entière. Les frontières de tous les Etats ne sont que les chaînes des forces productives. La tâche du prolétariat n'est pas le maintien du statu quo, c'est-à-dire éterniser les frontières, mais au contraire leur abolition révolutionnaire dans le but de créer les Etats-Unis socialistes d'Europe et du monde entier. Pour qu'une telle politique internationale devienne possible, sinon dans l'immédiat, tout au moins dans l'avenir, il faut que l'Union soviétique elle-même s'affranchisse de la domination de la bureaucratie conservatrice avec sa religion du « *socialisme dans un seul pays (6)* ».

Quelle est la cause des guerres ?

A Howard qui lui demande la cause des dangers de guerre, Staline répond selon la tradition : « *Le capitalisme.* » Pour sa démonstration, il invoque la *dernière* guerre, qui « *surgit du désir d'opérer un nouveau partage du monde* ». Mais il faut noter que, dès que Staline passe de la dernière guerre à la prochaine, de réminiscences théoriques confuses à la politique réelle, le capitalisme disparaît alors immédiatement et cède la place à diverses cliques malintentionnées, incapables de comprendre les avantages de la paix. A la question : « *La guerre est-elle évitable ? », Staline répond : « Je considère que les positions des amis de la paix se consolident. Les amis de la paix peuvent travailler ouvertement (!), ils s'appuient sur la puissance de l'opinion publique et ils ont à leur disposition des instruments tels que, par exemple (!!), la S.D.N. C'est à l'avantage des amis de la paix (...) Pour ce qui est des ennemis de la paix, ils sont contraints de travailler en secret. C'est au désavantage des ennemis de la paix. Cependant il n'est pas exclu que justement à cause de cela (?) ils puissent se décider à une aventure militaire, comme à un acte de désespoir.* »

Ainsi l'humanité se divise-t-elle non en classes ni en Etats impérialistes hostiles les uns aux autres, mais en « *amis* » et « *ennemis* » de la paix, c'est-à-dire en justes et en pécheurs. La cause des guerres (au moins pour l'avenir, sinon pour le passé), ce n'est pas le capitalisme qui engendre des contradictions insurmontables, mais la mauvaise volonté des « *ennemis de la paix* » qui « *travaillent secrètement* », alors que les esclavagistes français, britanniques, belges et autres travaillent au grand jour. Mais c'est précisément parce que les ennemis de la paix, tels les esprits des ténèbres, travaillent secrètement, que, dans un accès de désespoir, ils peuvent se lancer dans une aventure. Qui a besoin d'une telle bouillie philosophique ? Dans le meilleur des cas, elle peut convenir à quelque société de vieilles ladies pacifistes.

L'accord entre les Soviets et la France, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire en son temps, donne à la France des garanties infiniment plus importantes qu'aux Soviets. Dans les pourparlers avec Paris, Moscou a manqué de fermeté, ou, autrement dit, Laval a trompé Staline. Les événements en rapport avec la Rhénanie (7) confirment qu'avec une appréciation plus réaliste de la situation, Moscou pouvait chercher à obtenir de la France des garanties incomparablement plus sérieuses, dans la mesure où des traités peuvent en général être considérés comme des « garanties » à l'époque actuelle des brusques retournements de situation, de crises, de ruptures et de regroupements incessants. Mais, comme il a déjà été dit, la bureaucratie fait preuve de beaucoup plus de fermeté dans la lutte contre les ouvriers avancés que dans les pourparlers avec les diplomates bourgeois.

Quelle que soit pourtant l'appréciation du pacte franco-soviétique, pas un révolutionnaire conscient n'a dénié, ni ne dénie à l'Etat soviétique le droit de rechercher un appui complémentaire pour l'inviolabilité de ses frontières dans un accord provisoire avec l'impérialisme français ou avec tout autre impérialisme. Mais pour cela il n'est nullement besoin de dire que ce qui est noir est blanc et de rebaptiser « *amis de la paix* » des brigands sanguinaires. Prenons un seul exemple, celui du nouvel allié, la bourgeoisie française : ayant conclu un traité avec les Soviets, elle présente cet acte sans aucun lyrisme, très sobrement, sans compliments, et même avec une nuance permanente d'avertissement à l'adresse du gouvernement soviétique. Aussi blessante soit-elle, il faut dire la vérité : Laval, Sarraut (8) et consorts font preuve de beaucoup plus de dignité et de fermeté dans la défense des intérêts bourgeois que Staline et Litvinov (9) au service de l'Etat ouvrier.

Il est difficile en vérité d'imaginer une plus sinistre stupidité que la division des brigands internationaux en amis et en ennemis de la paix ! On pourrait encore en un certain sens parler d'amis et d'ennemis du statu quo, mais ce n'est pas du tout la même chose. Le statu quo n'est pas l'organisation de la « paix », mais celle de la basse violence d'une minorité sur l'écrasante majorité de l'humanité. Le *statu quo* se maintient grâce à une guerre incessante à l'intérieur des frontières sacrées et hors de leurs limites (l'Angleterre dans l'Inde et en Egypte, la France en Syrie, de La Rocque (10) en France). La différence entre les deux camps, d'ailleurs extrêmement instables, réside dans le fait que certains des brigands jugent aujourd'hui plus raisonnable de conserver les frontières existantes de la violence et de l'esclavage les armes à la main, tandis que les autres préféreraient les faire sauter au plus tôt. Le rapport même entre plans et appétits se modifie sans cesse. L'Italie est pour le *statu quo* en Europe, mais pas en Afrique ; cependant toute atteinte aux frontières en Afrique se répercute aussitôt en Europe. Hitler ne s'est décidé à faire pénétrer ses troupes en Rhénanie que parce que Mussolini avait réussi à massacrer quelques dizaines de milliers d'Abyssins. Où classer l'Italie ? Avec les amis ou avec les ennemis de la paix ? Et cependant, la France attache beaucoup plus de prix à l'amitié avec l'Italie qu'à l'amitié avec l'Union soviétique. Entre-temps, l'Angleterre recherche l'amitié de l'Allemagne.

Les « amis de la paix » travaillent ouvertement (qui pourrait le croire ?) et ont à leur disposition des « instruments » tels que, par exemple, la « Société des nations ». Et quels autres « instruments » ont encore les amis de la paix, en dehors de la Société des nations ? Sans doute l'Internationale communiste et le comité Amsterdam-Pleyel (11). Staline n'a pas cité ces « instruments » supplémentaires, en partie parce qu'il ne leur accorde pas lui-même une telle importance, en partie pour ne pas effrayer son interlocuteur sans nécessité. Mais la Société des nations, qui sombre aux yeux de l'humanité tout entière, est définitivement transformée par Staline en rempart de la paix, en soutien et en espoir des peuples.

Pour utiliser la contradiction impérialiste entre la France et l'Allemagne, il n'était nullement besoin d'idéaliser l'allié bourgeois ou la combinaison impérialiste qui se couvre momentanément de l'enseigne de la Société des nations. Le crime n'est pas dans telle ou telle transaction avec les impérialistes, mais dans le fait que le gouvernement soviétique, et avec lui l'Internationale communiste, embellissent honteusement les alliés épisodiques et leur Société, trompant les ouvriers par des mots d'ordre de désarmement et de « sécurité collective », et qu'ils se font ainsi *l'agence politique des impérialistes devant les masses ouvrières.*

Le programme du parti bolchevique, élaboré par Lénine en 1919, répondait à toutes ces questions avec une clarté et une simplicité remarquables. Mais qui donc au Kremlin pense à ce document ? Même le programme éclectique de l'Internationale communiste, compilé par Boukharine (12) en 1928, est aujourd'hui gênant pour Staline et consorts. C'est pourquoi nous jugeons utile de citer le programme du parti bolchevique sur la question de la Société des nations et des amis de la paix. Voilà ce qu'il dit :

« L'offensive croissante de la part du prolétariat et plus particulièrement ses victoires dans différents pays, renforcent la résistance des exploiteurs et provoquent la création de nouvelles formes d'organisation internationale des capitalistes (Société des nations, etc.) qui, en organisant à l'échelle mondiale l'exploitation systématique de tous les peuples de la terre, dirigent leurs premiers efforts vers l'écrasement immédiat des mouvements révolutionnaires du prolétariat de tous les pays.

Tout cela conduit inévitablement à la combinaison de la guerre civile à l'intérieur des différents Etats avec des guerres révolutionnaires menées aussi bien par les pays prolétariens qui se défendent que par les peuples opprimés contre le joug des puissances impérialistes.

Dans ces conditions, les mots d'ordre de pacifisme, de désarmement international en régime capitaliste, d'arbitrage, etc., sont non seulement des utopies réactionnaires, mais aussi une mystification directe des travailleurs et qui tend à désarmer le prolétariat et à le détourner de la tâche de désarmer les exploiteurs. »

C'est justement ce rôle criminel que jouent Staline et l'Internationale communiste : ils sèment des utopies réactionnaires, trompent les travailleurs et désarment le prolétariat.

Le « malentendu comique » sur la révolution mondiale

Personne n'obligeait Staline à satisfaire la curiosité de Howard en ce qui concerne la question de la révolution mondiale. Si Staline a donné une interview en tant que chef officieux de l'Etat - et c'est ce qui ressort de ses déclarations au sujet de la Mongolie -, il aurait pu renvoyer son interlocuteur à Dimitrov (13) pour tout ce qui concernait la révolution mondiale. Mais non, Staline est entré dans les explications. A première vue, on ne comprend guère pourquoi il s'est ainsi compromis par des déclarations cyniques et hélas tout à fait insensées sur la révolution mondiale. Mais il est poussé sur cette pente glissante par une irrésistible nécessité, celle de se démarquer par rapport au passé.

« Votre déclaration signifie-t-elle que l'U.R.S.S. renonce dans une mesure quelconque à ses plans et desseins de faire la révolution mondiale ? », demande son interlocuteur.

- « Nous n'avons jamais (!) eu de semblables plans et desseins. »
- « *Mais* (…) »
- « Ceci résulte d'un malentendu. »
- Howard : « *D'un malentendu tragique ?* »
- Staline « Non, comique, ou plutôt tragi-comique. »

On est gêné de seulement lire et recopier ces lignes tant elles sont déplacées et indécentes. A qui est destinée cette... subtilité ? Même les dames pacifistes n'en voudront pas.

« *Quels dangers, demande Staline, les Etats environnants peuvent-ils voir dans les idées des citoyens soviétiques si ces Etats sont fermement en selle ? » Oui, mais alors, nous demandons : « Et s'ils n'y sont pas bien ?* » Et c'est précisément la question. C'est précisément parce que la situation de la bourgeoisie est chancelante qu'elle craint les idées soviétiques pas celles de Staline, celles qui ont conduit à la création de l'Etat soviétique. Pour rassurer la bourgeoisie, Staline ajoute un argument supplémentaire : « *L'exportation de la révolution ? C'est une absurdité. Chaque pays, s'il le désire, fera lui-même sa révolution ; et s'il ne le veut pas, il n'y aura pas de révolution. Notre pays, par exemple, a voulu faire sa révolution, et il l'a faite...* » Et ainsi de suite, sur le même ton édifiant, plein de suffisance. De la théorie du socialisme dans un seul pays, Staline est entièrement et définitivement passé à la théorie de la révolution dans un seul pays. Si le « pays » le veut, il la fait ; s'il ne le veut pas, il ne la fait pas. Voyez, « *nous, par exemple, nous avons voulu* »... Mais, avant de vouloir, « nous » avons importé d'autres pays les idées du marxisme et utilisé l'expérience révolutionnaire étrangère. « Nous » avons eu, pendant des dizaines d'années, notre émigration dans d'autres pays qui dirigeait la lutte révolutionnaire en Russie. Pour donner un caractère planifié et actif à l'échange d'expériences entre les pays et à leur soutien révolutionnaire réciproque, « nous » avons organisé l'Internationale communiste en 1919. « Nous » avons proclamé plus d'une fois l'obligation pour le prolétariat victorieux dans un pays de venir en aide aux peuples insurgés par des conseils, par des moyens matériels, et, si possible, par la force armée. Toutes ces idées (et, soit dit en passant, elles portent les noms de Marx, Engels, Lénine, Luxembourg et Liebknecht (14) !) sont exposées dans les plus importants documents programmatiques du parti bolchevique et de l'Internationale communiste. Staline proclame « *Tout cela est un malentendu ! Tragique ? Non, comique !* » Ce n'est pas pour rien que Staline déclarait récemment que c'était une « joie » de vivre en Union soviétique : aujourd'hui, l'Internationale

communiste elle-même, de personne sérieuse qu'elle était, est devenue comique. Et comment pourrait-il en être autrement puisque le caractère international de la révolution n'est tout simplement qu'une « absurdité » ?

Staline aurait produit sur son interlocuteur une impression bien plus convaincante s'il n'avait pas calomnié le passé (« *Nous n'avons jamais eu de tels plans ni de telles intentions* ») mais avait au contraire ouvertement opposé sa propre politique aux anciens « plans » et « intentions » mis aux archives. Staline aurait pu lire à Howard la citation que nous avons reproduite ci-dessus, et prononcer à ce sujet à peu près ce bref discours :

« Aux yeux de Lénine, la Société des nations était l'organisation de la répression sanglante des travailleurs. Nous, nous voyons en elle un instrument de paix. Lénine parlait de l'inéluctabilité des guerres révolutionnaires. Nous, nous pensons que l'exportation de la révolution est une absurdité. Lénine stigmatisait l'union du prolétariat avec sa bourgeoisie comme une trahison. Nous, nous poussons de toutes nos forces le prolétariat français dans cette voie. Lénine fustigeait le mot d'ordre du désarmement en régime capitaliste comme une véritable mystification des travailleurs. Nous, nous bâtissons toute notre politique sur ce mot d'ordre. »

Et Staline aurait pu conclure ainsi :

« Votre malentendu comique réside dans le fait que vous nous prenez pour les continuateurs du bolchevisme, alors que nous sommes ses fossoyeurs. »

Une telle déclaration aurait dissipé les derniers soupçons de la bourgeoisie mondiale et aurait définitivement assuré la réputation de Staline en tant qu'homme d'Etat. Malheureusement, il n'ose pas encore recourir à un langage aussi franc. Le passé le lie, les traditions le gênent, le spectre de l'Opposition l'effraie. Nous accourons au secours de Staline. Suivant notre règle, dans ce cas précis, nous disons ce qui est.

Notes

[1] Roy Howard (1883-1964), était l'un des plus grands journalistes de la fameuse chaîne américaine « Scripps-Howard Newspapers ». Il avait interviewé Staline le 11 mars 1936 à Moscou, et les déclarations de Staline à cette occasion avaient suscité beaucoup de commentaires. *L'Humanité* en avait publié le texte intégral dans son numéro du 6 mars 1936, et c'est à sa traduction que renvoient toutes les citations de Staline dans le texte ci-dessus.

2 Le chemin de fer de l'Est chinois était la partie de l'ancien Transsibérien construit sous le tsarisme qui traversait la Mandchourie et se terminait à Vladivostok. Staline l'avait vendu au gouvernement fantoche des Japonais du Mandchoukuo l'année précédente.

3 Trotsky fait ici une analogie entre le Front populaire, politique d'alliance avec des partis bourgeois sur un programme bourgeois et la politique menée pendant la deuxième révolution chinoise d'alliance du parti communiste avec le parti nationaliste du Guomindang sur le programme de ce dernier.

4 La Mandchourie servait de base - sous le couvert de l'indépendance du Mandchoukuo - aux attaques de l'armée japonaise occupante contre la Chine du nord qui allaient aboutir à l'invasion de la Chine ainsi que de la Mongolie, indépendante, mais clé de l'Extrême-Orient soviétique.

5 Une importante partie du territoire peuplé par des Ukrainiens était incluse dans les frontières de la Pologne.

6 C'était pour la première fois en 1924 que Staline avait formulé l'idée - impensable jusque là - selon laquelle il était à la fois possible et souhaitable de « construire le socialisme dans un seul pays », à savoir l'Union soviétique. Trotsky et l'Opposition de gauche avaient combattu cette position qui justifiait à leurs yeux l'abandon de l'objectif révolutionnaire mondial et la subordination des P.C. aux intérêts de la diplomatie russe.

7 Le gouvernement nazi de Hitler venait de décider unilatéralement la dénonciation du pacte de

Locarno et la remilitarisation de la Rhénanie. Le gouvernement français avait, semble-t-il, envisagé un instant de s'y opposer par la force, mais y avait renoncé par crainte de réactions à l'intérieur et des réticences britanniques.

8 Albert Sarraut (1872-1962), dirigeant du parti radical et dignitaire de la franc-maçonnerie, auteur de la célèbre formule « Le communisme, voilà l'ennemi », avait, en qualité de ministre de l'intérieur, pris en 1934 l'arrêté expulsant Trotsky de France pour la seconde fois. Il était président du conseil depuis le mois de janvier et c'était donc lui qui avait assumé la responsabilité de la politique française pendant la crise internationale ouverte par la remilitarisation de la Rhénanie.

9 Maksim M. Wallach, dit Litvinov (1876-1951), vieux-bolchevik, avait longtemps vécu en émigration à Londres où il représentait le parti bolchevique à l'extérieur. Vice-commissaire aux affaires étrangères en 1921, commissaire en 1931, il avait mené toute la politique de rapprochement avec Londres et Paris.

10 Le colonel comte François Casimir de La Rocque (1886-1946), officier mis à la retraite en 1928, avait fondé l'organisation des anciens combattants des Croix-de-Feu, puis les Volontaires nationaux, et faisait figure de chef des Ligues et de candidat dictateur.

11 Les comités Amsterdam-Pleyel avaient été constitués dans la campagne des deux congrès organisés pour le compte de l'I.C. par Willi Münzemberg, le congrès d'Amsterdam « contre la guerre » en 1932, et le congrès de la salle Pleyel à Paris « contre le fascisme » en 1933.

12 Nikolai 1. Boukharine (1888-1938), bolchevik de 1906, « enfant chéri » du parti selon Lénine, ancien « communiste de gauche » en 1918, était devenu avec la Nep l'inspirateur de la tendance « de droite » dans l'appareil du parti, partisan des concessions les plus grandes aux koulaks. Président de l'I.C. après Zinoviev, il avait secondé Staline dans sa lutte contre l'Opposition de gauche et c'était lui l'auteur du « programme » adopté par le VI° congrès en 1928.

13 Gueorgui Dimitrov (1882-1949), militant socialiste bulgare en 1903, député en 1909, dirigeant de la centrale syndicale liée aux « tesnjaki » avait été l'un des fondateurs du P.C. bulgare. Il était représentant clandestin de l'I.C. en Allemagne en 1933 quand Hitler l'avait impliqué dans l'affaire de l'incendie du Reichstag : il avait été acquitté après une défense très courageuse à son procès en septembre de la même année. Il était revenu en U.R.S.S. en février 1934 et était devenu secrétaire général de l'I.C. au moment du VII° congrès en été 1935.

14 Rosa Luxemburg (1871-1919), socialiste d'origine polonaise, théoricienne de la « gauche » social-démocrate avant 1914, et Karl Liebknecht (1871-1919), ancien animateur des jeunesses socialistes et de la lutte antimilitariste en Allemagne, avaient organisé en 1914 le premier noyau d'opposants à la guerre qui devait devenir le Spartakusbund, puis fondé à la fin de 1918 le parti communiste allemand. Ils avaient été assassinés en janvier 1919 par les Corps-francs et constituaient pour le mouvement communiste un symbole révolutionnaire et internationaliste.

[Le travail en cours]

(19 mars 1936)

Lettre à L. Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10142, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite du russe.

Cher Ami,

1 J'envoie l'article « *Déclarations et révélations de Staline* ». Il ira pour le bulletin. Mais, avant tout, il faut le traduire et, qui plus est, sans tarder, en français et l'envoyer par avion en Belgique à Walter Dauge à l'adresse indiquée ci-dessous. Il est très important de ne pas perdre un seul jour pour ce travail. Bien entendu l'article doit prendre place aussi dans nos autres publications.

2 Comme je l'ai déjà dit plus haut, l'article doit paraître aussi dans le *Biulleten* russe. Je veux écrire un second article sur la même interview : sur la politique intérieure (1). Mais je ne sais si je réussirai à le terminer dans les deux jours qui viennent. Je crains que non, car je me suis mis à la préface de l'édition française de Terrorisme et Communisme. Il ne faut pas retarder pour cette raison la publication du *Biulleten,* à cause du second article, si vous pouvez le sortir immédiatement.

3 Je vais m'efforcer encore avant la levée du courrier de rédiger quelques petites notes.

4 Si vous n'avez pas assez de matériau pour le *Biulleten,* on pourra y inclure la préface à *Terrorisme et Communisme.*

5 Peut-être la traduction française intéresserait-elle Van (2) ? L'important est de ne pas perdre de temps.

Notes

[1] A notre connaissance, cet article sur la politique intérieure n'a finalement pas été fait.

2 Jean Van Heijenoort (né en 1912), familièrement appelé Van était étudiant en mathématiques quand il avait quitté Paris pour Prinkipo en octobre 1932. il avait appris le russe pour pouvoir traduire Trotsky et était devenu un bon traducteur. il s'agit sans doute ici de traduire le texte «*La France à un tournant* ».

Un livre honnête

(21 mars 1936)

Le Mouvement ouvrier pendant la guerre : de l'Union sacrée à Zimmerwald, par Alfred Rosmer, Paris, Librairie du Travail.

T 3906. Publié en russe pour la première fois dans *Biulleten Oppositsii,* n' 50, mai 1936, en français dans *Révolution,* 15 avril 1936. Traduction du russe revue et corrigée.

Voici un livre qui vient juste à temps ! Quelle source inestimable d'information historique et d'éducation révolutionnaire ! En vérité, notre ami Rosmer (1) ne pouvait trouver meilleur usage de ses capacités et de ses connaissances, ni la *Librairie du Travail* publier un livre plus nécessaire actuellement.

La première chose qu'il faut dire, c'est que c'est un livre *honnête.* L'Internationale communiste a inondé le marché littéraire de productions dans lesquelles l'ignorance le dispute à la malhonnêteté. Les productions de l'école de Léon Blum (2) et consorts sont apparemment plus « subtiles » et plus « décentes » d'aspect, mais pas moins fausses. Ces gens ont quelque chose à cacher. Ils justifient leurs trahisons passées ou préparent de nouvelles pour l'avenir. Avec Rosmer, il n'y a ni arrières-pensées, ni secrets desseins : il expose ce qui était. Entre ses idées et les faits, il n'y a aucune contradiction et il s'attache naturellement à exprimer toute la vérité. Une conscience personnelle extrêmement scrupuleuse - une qualité rare, hélas, chez messieurs les écrivains - le conduit à vérifier les faits, les dates, les citations de première main. L'improvisation du feuilletonniste lui est étrangère. Il pénètre dans son matériel comme un chercheur.

Mais c'est précisément pourquoi son livre est d'un intérêt si prenant. L'esquisse historique du mouvement ouvrier français après la Commune, la préparation de la guerre impérialiste, la conduite des diverses organisations prolétariennes avant la guerre et au moment où elle a éclaté, la trahison en chaîne des bureaucraties syndicale et parlementaire, les premières voix de protestation et les premières actions de combat, les tentatives de regroupement international et la conférence de Zimmerwald - tel est le contenu d'un volume de presque six cents pages serrées.

Ce travail historique est en même temps un pamphlet politique d'actualité : dans les pages du livre de Rosmer, les social-patriotes, aussi bien de la II° que de la III° Internationale, peuvent trouver toutes prêtes la plupart des falsifications qu'ils mettent aujourd'hui en circulation pour duper les ouvriers. Léon Blum, Marcel Cachin (3) et leurs semblables, sont en train de revivre une « nouvelle jeunesse », plus honteuse et plus cynique que la première. C'est précisément pourquoi tout révolutionnaire prolétarien sérieux doit lire - ou plus exactement, étudier le livre de Rosmer. Il est vrai, que le livre, du fait de sa dimension, est cher ; mais il faut surmonter cet obstacle en se cotisant pour acheter un exemplaire. Toute organisation révolutionnaire doit munir ses propagandistes de ce livre pour les armer de faits et d'arguments précieux. Il faut établir une règle : celui qui, dans nos rangs, n'a pas étudié le travail de Rosmer, ne doit pas parler en public de la question de la guerre.

Ces lignes ne sont pas une appréciation critique sur ce livre ; sinon, nous aurions aussi souligné plusieurs points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord, ou pas totalement, avec l'auteur. A présent, nous voulons seulement attirer l'attention des internationalistes sur ce travail sur lequel la presse des deux Internationales patriotes garde le silence, exactement comme elle garde un silence honteux sur toutes les productions sérieuses et honnêtes de la pensée révolutionnaire. La presse de la IV° Internationale doit saluer ce travail avec d'autant plus de force et d'amitié.

Ajoutons en conclusion que ce livre est écrit dans une langue excellente - calme, claire, précise - et

qu'il est très bien présenté.

Notes

[1] Alfred Griot, dit Rosmer (1877-1964), syndicaliste révolutionnaire avant la guerre, avait fait partie en 1914 du noyau internationaliste de *La Vie ouvrière* et s'était lié d'amitié avec Trotsky à Paris. En 1920, il s'était rendu à Moscou et le II° congrès de l'I.C. l'avait porté au bureau et à l'exécutif alors même qu'il n'y avait pas de P.C. en France. Exclu en 1924 pour avoir manifesté sa solidarité avec Trotsky et critiqué la « bolchevisation », il avait rendu visite à Trotsky peu après son arrivée en Turquie et était devenu le pivot de l'équipe fondatrice de *La Vérité.* En 1930, un grave conflit avec Raymond Molinier l'avait conduit à s'éloigner, Trotsky lui ayant refusé son appui. Il avait dans un premier temps plus ou moins parrainé la Gauche communiste, qui éditait *Le Communiste,* puis s'était consacré à ses travaux historiques tout en collaborant épisodiquement à *La Révolution prolétarienne* de Monatte. La Librairie du Travail venait de publier le premier volume de son *Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre.*

2 Léon Blum (1872-1950), maître des requêtes au conseil d'Etat, écrivain et critique, avait commencé sa véritable carrière politique dans les cabinets de ministres socialistes de gouvernements d'union sacrée pendant la guerre. Centre de la résistance au congrès de Tours, il était, depuis, le maître à penser de la S.F.I.O.

3 Marcel Cachin (1869-1958), ancien guesdiste du P.O.F., député, avait été social-patriote pendant la guerre, puis s'était rallié au « centre » et avait pris position pour l'adhésion à l'I.C. en 1920. Il était resté ensuite directeur de *l'Humanité.*

[Encore une indiscrétion]

(22 mars 1936)

Lettre au SI, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8033, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Chers Camarades,

Le camarade Cannon m'a écrit il y a quelque temps une lettre accompagnée d'une copie *éventuellement* destinée au secrétariat international ; à cause des fâcheuses expériences qu'il avait faites, il me laissait libre d'envoyer ou de ne pas envoyer cette copie au secrétariat international. Je la lui ai fait parvenir comme document ultra-confidentiel. Cela n'a pas empêché le secrétariat international de la reproduire en plusieurs exemplaires et de la diffuser (1). Au moment où cela s'est fait, on ne pouvait absolument pas savoir comment les choses évolueraient en Amérique et quel effet aurait ce nouvel abus de confiance à l'égard du camarade Cannon (2). Aussi ne puis-je qualifier ce procédé autrement que de criminel. En vue de l'information des sections, le secrétariat international pouvait élaborer un document objectif sous sa responsabilité : il n'avait pas à publier un écrit qui n'était pas destiné à être rendu public.

La prochaine fois, si une situation analogue se reproduit, je serai contraint de m'abstenir de vous transmettre les copies de lettres privées.

Notes

[1] Nous ne savons pas avec certitude de quel document il s'agit. Le bulletin du SI daté du 12 février reproduit une lettre de Cannon et Shachtman expliquant les raisons de leur tournant et de leur décision de pr poser l'entrée immédiate dans le P.S. Le texte comporte quelques appréciations peu flatteuses concernant la « stérilité » de Weber et Muste, contient également des éléments d'information sur les négociations pour l'entrée et les perspectives de travail dont on peut penser qu'il n'était pas souhaitable de courir le risque de les rendre publiques. C'est peut-être de ce texte qu'il s'agit.

2 Trotsky parle de « nouvel abus de confiance » parce que le S.I. avait déjà l'année précédente publié une lettre confidentielle de Cannon à Trotsky.

[Un abus de confiance]

(22 mars 1936)

Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8034, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Chers Camarades,

Ma lettre à un partisan de La Commune (1) n'était nullement adressée à Meichler (2), elle avait un caractère purement privé et n'a été transmise au secrétariat international que de manière confidentielle. Le camarade Naville a commis le pire abus de confiance et, par là même, induit en erreur la conférence de La Commune en citant le nom de Meichler (3). Ce sont là les plus pures méthodes de Molinier, sauf qu'elles ne sont pas employées à chaud, mais à une température au-dessous de zéro.

Il me faut savoir si Naville a commis cet inqualifiable abus de confiance de son propre chef ou, ce que je ne peux absolument pas croire, si c'est avec l'assentiment du comité central de la section française. Dans le premier cas, il me faut exiger que le comité central prenne officiellement position sur le comportement de Naville. Je me vois malheureusement contraint d'interrompre la correspondance en cours avec le comité central tant que cette affaire n'aura pas été réglée (4).

Notes

(1) Il s'agit de la lettre adressée par Trotsky à Henri Molinier le 1" mars. Trotsky en avait envoyé copie au S.I. le 4 mars (cf. p. 39).

(2) Jean ME!CHLER (1898-1941) était un proche camarade de Raymond Molinier qui avait accompagné Trotsky en 1933 dans un de ses voyages à travers la France ; mais il n'avait pas correspondu avec lui.

(3) Naville avait été délégué par le C.C. du G.B.L. à la conférence des partisans de La Commune du 7 mars. Il avait utilisé la lettre en question pour faire pression sur les congressistes et leur démontrer sans doute qu'ils n'avaient rien à attendre du côté de Trotsky. En outre, Trotsky n'ayant pas précisé au S.I. le nom du destinataire, il s'était trompé en indiquant qu'elle avait été adressée à Meichler.

(4) Ce geste exceptionnel ne marquait pourtant pas le sommet de la crise de la section française, puisque le comité central était solidaire de Naville.

[La « commission Crux »]

(22 mars 1936)

Lettre confidentielle à 0. Fischer, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10076 avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Cher Camarade Fischer,

Le camarade Braun (1) envoie aujourd'hui au secrétariat international un projet de déclaration sur l'affaire de *La Commune.*

Nous recevons maintenant une grande quantité de lettres, documents, procès-verbaux, etc., sur la question française. Naturellement, nous étudierons tout cela. Mais je dois le dire d'avance : je ne pense absolument pas que notre commission puisse faire un travail systématique important. Nous allons simplement essayer de mettre les négociations sur la bonne voie. Les négociations elles-mêmes doivent être conduites sur le terrain.

Le fait que Naville (2) soit « contre » est tout à fait caractéristique de Naville. Il semble qualifier nos démarches de capitulation, exactement comme, en son temps, notre entrée dans la S.F.I.O. Quand il y a un problème, il n'appelle pas capitulation la passivité et l'impuissance politique, mais la lutte pour résoudre ce problème, pour la raison que la forme du combat lui déplaît personnellement beaucoup ; je férai cependant remarquer que cette forme, ainsi que le combat lui-même, nous ont été imposés à nous tous par les erreurs précédentes de Naville et compagnie.

Notes

[1] Il s'agit d'Erwin Wolf membre de la « commission Crux » qui devait préparer les conditions du règlement de l'affaire Molinier.

2 Pierre Naville (né en 1904) avait été l'un des animateurs du groupe surréaliste et dirigeant des étudiants communistes. Il avait rencontré Trotsky à Moscou en novembre 1927 et, en 1929 avait été du noyau fondateur de La Vérité. Il avait été depuis l'adversaire irréductible de Raymond Molinier. Au cours de cette période, il essayait de regrouper dans le G.B.L. ceux qui rejetaient catégoriquement toute forme de c réconciliation » avec ce dernier qu'il soupçonnait Trotsky de rechercher à travers l'activité de la « commission Crux ».

[De quoi désespérer]

(22 mars 1936)

Lettre à L. Sedov, confidentielle, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10143, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Cher Ami (1),

Dans l'affaire Péro (2), je vous ai répondu non par télégramme. Je n'ai ni le temps ni le désir de reprendre avec Péro tout ce que j'ai déjà étudié avec Fred Zeller. Pendant dix jours nous avons discuté à fond de tous les problèmes. J'ai tenté de lui expliquer que la plus grande difficulté pour les jeunes sera la question du « trotskysme », car on agitera sans cesse ce fantôme sous leurs yeux. Aussi est-il nécessaire d'armer les jeunes de connaissances élémentaires précisément sur cette question. J'ai rédigé un article spécial assez long sur la question de savoir pourquoi Staline l'a emporté, etc (3). Fred a tout compris. Mais à Paris, on a tout mis en l'air. L'article n'a pas été publié (4) et nul n'a daigné m'envoyer quelques mots d'explication à ce sujet. On cherche toujours la ligne de moindre résistance. A présent, on récolte ce qu'on a semé. Je suis en correspondance avec plusieurs pays, mais ma correspondance la plus improductive est celle avec Paris. Si l'on songe à mon échange de lettres de l'année dernière avec le comité central français et le secrétariat international sur la question française, il y a vraiment de quoi désespérer. Non, une fois que les négociations auront été mises en train, je laisserai les français et notre cher secrétariat international se débrouiller tout seuls : on ne peut donner de conseils avec quelque succès qu'à des gens qui en comprennent la valeur ou leur accordent au moins I'attention nécessaire et s'efforcent de les comprendre. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Légèreté et négligence dominent dans cette affaire. Les dernières histoires de la seconde lettre de Cannon et de ma lettre aux partisans de *La Commune* m'ont définitivement ôté toute envie de poursuivre ma correspondance avec Paris.

Notes

[1] Durand était à l'époque le pseudonyme de Léon Sedov.

2 L'étudiant en chirurgie dentaire Gottlieb dit Péro d'origine roumaine, avait rejoint la Ligue communiste avant 1933 à Marseille. Il était venu à Paris depuis et était l'un des dirigeants des J.S.R. où il se distinguait par son goût pour les questions d'édition et ses ambitions « littéraires » : il était déjà suspect pour certains. Il avait cherché à être invité quelques jours chez Trotsky à Hønefoss par l'intermédiaire de Sedov.

3 Cf. *Œuvres,* 7, p. 97-107. « Pourquoi Staline a vaincu l'Opposition. »

4 Cet article, rédigé le 12 novembre 1935 et aussitôt traduit ne devait être publié par *La Lutte ouvrière,* qui avait alors succédé à *La Vérité,* que... le 22 août 1936.

[Une expérience positive]

(22 mars 1936)

Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8032, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Chers Camarades,

Je ne saurais attirer plus énergiquement votre attention sur la lettre du camarade américain du 4 mars (1) (sur le déroulement et le résultat de la conférence du Workers Party des Etats-Unis). Cette lettre est hautement caractéristique du tournant qui s'est produit dans le parti américain. Son auteur faisait partie des adversaires de l'entrée dans le parti socialiste, mais il s'est ensuite ravisé.

Le plus important est cependant ce qu'il dit de l'atmosphère générale qui règne dans le parti. Après un an de stagnation et de morosité, l'organisation voit une perspective devant elle. Même si l'entrée n'a pas de bien grands résultats ou, pire même, si elle n'a pas lieu du tout (ce qui n'est pas à exclure), la nouvelle expérience aura des effets bénéfiques et décisifs sur le développement ultérieur de l'organisation.

Je ne peux que souhaiter que cette expérience ait une influence analogue aussi sur notre *direction internationale.* Nous ne pouvons pas prescrire à nos sections les étapes qu'elles ont à parcourir d'après un itinéraire abstrait. C'est une erreur fatale que d'intervenir comme *deus ex machina* dans leur évolution interne (2). Si nous avions soutenu l'opposition à partir d'un principe purement abstrait (l' « indépendance »), nous aurions aujourd'hui uniquement la *scission, sans avoir pour autant empêché l'entrée de la majorité dans le parti socialiste (3)*.

On ne peut intervenir avec succès que si on a une idée très claire de la logique du développement interne de telle ou telle section. Sinon, on court le danger de causer des dégâts.

Notes

[1] Il s'agit d'une lettre que Trotskv avait reçue d'Harold R. Isaacs. A son arrivée aux Etats-Unis, retour de Chine via l'Europe, ce jeune militant s'était d'abord prononcé contre l'entrée dans le P.S. américain.

2 On peut relever ici une affirmation principielle de Trotsky en tous points contraire à la position que lui ont attribuée ses adversaires.

3 C'était un peu ce qui s'était passé dans la section belge en 1935 puisque le S.I. (et Trotsky lui-même) était très réservé sur l'entrée (à cause de ses conditions) et que la majorité était passée outre, cependant que la minorité Vereeken refusait de s'incliner.

Le plan d’extermination physique des bolcheviks-léninistes

(25 mars 1936)

T 3907, 3908. *Biulleten Oppositsii*, n° 50, mai 1956. Traduit du russe.

Le numéro de la Pravda du 15 mars reproduit une directive officieuse émanant d'une source haut placée, de toute évidence Staline, au sujet de la façon de traiter les exclus du parti. Ce n'est pas une question simple : il suffit de rappeler que, depuis le milieu de l'année dernière, jusqu'à présent, plus de 300 000 personnes ont été exclues, et peut-être même un demi-million. Le pourcentage d'exclus le plus faible est de 7 %, mais dans plusieurs cas, plus du tiers des membres du parti ont été exclus. Aujourd'hui, cette purge continue sous le couvert de l' « *échange des cartes* » au cours duquel, comme l'indique la directive de Staline, le parti se débarrasse des « trotskystes, zinoviévistes, Gardes-blancs et autres ordures ». Cette liste, ainsi que l'ordre d'énumération des catégories d'exclus sont désormais rigoureusement établis, et, de plus, dans toutes les listes, locales et générales, ce sont « les trotskystes » qui occupent toujours la première place. Cela veut dire que c'est contre eux que sont dirigés les coups les plus rudes.

La directive de Staline ne laisse là-dessus aucun doute. En apparence, elle semble destinée à contrer le zèle excessif des organisations locales qui privent de travail tous les exclus. Staline, avec un jésuitisme bureaucratique sans exemple, intervient en faveur de certaines catégories d'exclus. Ainsi, cette directive relève que certains communistes ont été exclus en tant qu'éléments passifs, ou pour des infractions à la discipline ou à la morale du parti. Elle ne recommande pas la sévérité à leur égard. S'ils sont trop compromis pour conserver leur ancien travail, il faut leur en donner un nouveau. Il ne faut pas sans nécessité se faire des ennemis : « *Malheureusement, cette simple vérité n'est pas partout comprise.* » Un homme qui a commis « *quelque infraction grave à l'éthique du parti* » peut néanmoins rester « *utile à notre pays socialiste* ». A une seule condition : qu'il ne soit pas un « *ennemi* », c'est-à-dire un ennemi de la bureaucratie. Un homme qui a volé, qui a corrompu ou qui s'est laissé corrompre, qui a frappé un subordonné, violé une fille, bref, *« commis une infraction grave à l'éthique du parti* », mais, dans l'intervalle, est resté fidèle aux autorités, est un « *homme utile* » à qui l'on peut donner un autre travail. La qualité principale que la directive exige des dirigeants du parti, c'est leur « *capacité à distinguer entre l'ennemi et celui qui ne l'est pas* ». On ne recommande la rigueur que contre les opposants politiques. Un fonctionnaire véreux, mais docile, n'est pas un ennemi. L'ennemi mortel, c'est l'oppositionnel honnête qu'il faut priver de tout travail.

La bureaucratie est en U.R.S.S. *l'unique* employeur. Cette directive de Staline signifie pratiquement la condamnation des dizaines de milliers d'oppositionnels aux tourments du chômage et du manque d'abri, même sur les lieux de déportation. Cela se faisait assurément avant, mais pas dans tous les cas. Maintenant, on l'érige en système. Cette directive de Staline, intitulée « *De la vigilance bolchevique* », doit être portée à l'attention des ouvriers du monde entier. Il ne faut laisser passer aucune occasion propice pour poser cette question dans les réunions ouvrières. Partout où c'est possible, il faut pénétrer dans la presse syndicale. Il faut tout faire pour empêcher Staline d'exterminer physiquement des centaines de milliers de jeunes combattants irréprochables (1).

Note

[1] En fait cette extermination était déjà largement commencée. Depuis cinq ans, plusieurs militants fort connus de l'Opposition de gauche étaient morts tuberculeux, parmi lesquels Koté M. Tsintsadzé, Aleksandr Rosanov, Helena Tsulukidzé, Boris Zelnitchenko. On savait que Vasso Donadzé, Moussia

Magid, Iossif Eltsine, souffraient également de tuberculose. On savait que Boris M. Eltsine, E.B. Solntsev, L. Doumbadzé, étaient également gravement malades. Pourtant l'extermination par les conditions de vie procédait trop lentement encore aux yeux de Staline qui était en train de mettre au point d'autres méthodes.

Les plats les plus épicés sont encore à venir

(25 mars 1936)

T 3907, 3908, *Biulleten Oppositsii,* n° 50, mai *1936 ;* première traduction française dans *Bulletin d'information et de presse*, n° 2/3, mai 1936. Traduction du russe revue et corrigée.

Dans son article « *La Lutte pour une issue* », *Biulleten Oppositsii* n° 49, le camarade Ciliga (1) raconte les tortures infligées par le G.P.U. à un marin, afin de l'obliger à avouer sa participation à un imaginaire « *complot contre Staline* ». Il ne le laissa que quand il « *fut devenu à moitié fou* ». Ce fait mérite qu'on le prenne au sérieux.

La succession de procès politiques publics en U.R.S.S. a montré combien certains inculpés sont prêts à s'accuser eux-mêmes de crimes que, de toute évidence, ils n'ont pas commis (2). Ces accusés, qui ont l'air de jouer devant le tribunal un rôle appris par cœur, s'en tirent avec des peines légères, parfois, de toute évidence, fictives. C'est précisément en échange de cette indulgence de la justice qu'ils ont fait ces « aveux ». Mais pourquoi les autorités ont-elles besoin de conspirations fictives ? Parfois pour impliquer une tierce personne, étrangère à l'affaire, parfois pour dissimuler leurs propres crimes, ainsi que la répression sanglante que rien ne justifie, pour créer enfin un climat favorable à la dictature bonapartiste.

Nous avons déjà démontré sur la base des documents officiels que Medved, Iagoda (3) et Staline avaient de toute évidence joué un rôle direct dans l'assassinat de Kirov (4). Il est probable qu'aucun d'eux ne souhaitait la mort de Kirov (5). Mais tous ont joué avec sa vie, en essayant, à travers cet acte terroriste, de préparer un amalgame avec la « participation » de Zinoviev et de Trotsky (6).

La déposition de Zinoviev à son procès avait manifestement un caractère évasif qui était le résultat de l'accord conclu au préalable entre les accusateurs et les accusés : ce n'est de toute évidence qu'à cette condition que Zinoviev s'était vu promettre la vie sauve.

Extorquer aux accusés des témoignages fantastiques contre eux-mêmes, afin de les faire ricocher sur d'autres, c'est depuis longtemps le système du G.P.U., c'est-à-dire de Staline.

Mais pourquoi fallait-il organiser en 1930 une tentative d'assassinat contre Staline ? Pourquoi avoir impliqué un marin dans cette affaire ? Nous ne disposons là-dessus d'aucun renseignement, sauf les quelques lignes de l'article du camarade Ciliga. Nous allons prendre pourtant le risque de formuler une hypothèse.

L'auteur de ces lignes a été expulsé en Turquie en 1929. Peu après, il reçut à Constantinople la visite de Blumkine (7) qui allait payer cela de sa vie. L'exécution de Blumkine par Staline ébranla à l'époque bien des communistes, en U.R.S.S. et ailleurs. C'est à cette époque que fut organisé à l'étranger le centre bolchevik-léniniste (8) et que commença la publication du *Biulleten* et autres organes de presse. Dans ces conditions, Staline avait un besoin pressant d'une « *tentative d'assassinat* », surtout d'une tentative d'assassinat dont on aurait tiré les ficelles de l'étranger et dans laquelle, il aurait pu impliquer Blumkine ou tout au moins son fantôme. Un marin faisait l'affaire, surtout s'il avait effectué des voyages entre un port soviétique et Constantinople. Ce marin a pu être arrêté par hasard – pour des propos imprudents, pour avoir lu de la littérature illégale, ou simplement pour contrebande - nous ne savons rien de lui. Peut-être l'a-t-on menacé de plusieurs années de prison. Mais l'astucieux Iagoda lui promit la liberté et toutes sortes d'autres avantages s'il acceptait de témoigner que Blumkine, sur ordre de Trotsky, l'avait entraîné dans un complot contre Staline. Si le coup avait réussi, l'exil de Trotsky et l'exécution de Blumkine auraient ainsi été justifiées. Mais le malheur c'est que le marin devint « *à moitié fou* ».

Notre hypothèse n'est qu'une hypothèse. Mais elle correspond parfaitement à la nature morale de Staline et aux méthodes de sa politique. « *Ce cuisinier* », disait Lénine en mettant en garde contre lui, « *ne nous préparera jamais que des plats épicés* ». Mais Lénine lui-même, quand il prononça ces paroles

en février 1922, ne pouvait évidemment avoir prévu qu'une cuisine aussi diabolique se dresserait sur les fondements du parti bolchevique...

Nous sommes en 1936. Les méthodes de Staline sont toujours les mêmes. Les dangers politiques qui le menacent se sont aggravés. La technique de Staline et de Iagoda s'est enrichie de l'expérience née de plusieurs erreurs. Nous n'avons donc aucune illusion à nous faire : les plats les plus épicés sont encore à venir.

Notes

[1] Ante Ciliga (né en 1896), communiste croate de nationalité italienne, dirigeant du P.C.Y. réfugié à Moscou y avait été emprisonné en 1930. Libéré en 1935, il avait donné plusieurs articles au *Biulleten Oppositsii.*

2 Trotsky fait ici allusion à la série de procès qui avaient suivi l'assassinat de Kirov à Leningrad le 1-décembre *1934.* Au procès des quatorze, des 28 et 29 décembre 1934, quatre accusés reconnurent leur participation à cet assassinat. Les 15 et 16 janvier, Zinoviev et Kamenev reconnaissaient leur « *responsabilité politique et morale* » dans l'assassinat... et le 23, les dirigeants du G.P.U. de Leningrad reconnaissaient n'avoir pas pris les mesures nécessaires, bien qu'ayant été informés de ses préparatifs.

3 Filip D. Medved, vieux communiste et tchékiste était au moment de l'assassinat de Kirov le chef du G.P.U. à Leningrad. Henrikh G. Iagoda (1891-1938), ancien préparateur en pharmacie, bolchevik en 1907, avait été l'un des dirigeants de la tchéka en 1920 et était alors le chef du N.K.V.D. (G.P.U.).

4 Sergei M. Kostrikov dit Kirov (1886-1934), bolchevik de 1905, avait été secrétaire du parti en Azerbaïdjan de 1921 à 1926 et avait été placé à Leningrad en 1926, après la défaite de Zinoviev. Devenu le premier lieutenant, mais aussi sans doute le rival de Staline, il semble avoir préconisé un apaisement dans les luttes internes et une certaine «libéralisation ». C'est sur son nom que se regroupaient les oppositions d'appareil. Il est infiniment probable que son assassinat, le I° décembre 1934, avait été préparé par Staline lui-même. En ce qui concerne les affirmations ci-dessus, Trotsky les avait démontrées dans des articles écrits au lendemain de l'affaire Kirov et qui furent regroupés dans une brochure intitulée *La Bureaucratie stalinienne et l'Assassinat de Kirov* (cf. *Œuvres*, 4, p. 300-330 et 5, p. 29-44).

5 En fait, il est infiniment probable que Staline cherchait l'assassinat de Kirov dont il avait intérêt à se débarrasser. Et il est vraisemblable que Trotsky savait sur cette affaire - l'attitude de Kirov - plus qu'il ne voulait le dire en public. Il faudra cependant attendre le XX° congrès du P.C.U.S. en 1956 et le discours de Khrouchtchev et surtout les révélations de ce dernier au XXII° congrès pour qu'il soit dit, de source soviétique, que les fils de l'enquête conduisaient à Staline. L'historien Roy Medvedev est également de cet avis ; il précise cependant que, sur la base de témoignages sûrs, il est certain que Medved n'était pas du complot dont l'homme, à Leningrad, était son propre adjoint, Zaporojets.

6 Dans. un premier temps on avait parlé d'une correspondance entre l'assassin, Nikolaiev, et Trotsky, par l'intermédiaire d'un consul étranger. Quant à Zinoviev, il fut accusé de porter la « *responsabilité morale et politique* ». Grigori Y. Radomylski dit G. Zinoviev (1883-1936), vieux-bolchevik, compagnon et bras droit de Lénine en exil, président de l'I.C., à sa naissance, avait été allié à Staline contre Trotsky, puis à Trotsky contre Staline et Boukharine. Exclu en 1927, il avait capitulé et renié ses positions antérieures. Des velléités d'opposition l'avaient conduit en 1932 à une nouvelle exclusion et à un reniement plus grave encore en 1933.

7 Iakov G. Blumkine (1899-1929) était étudiant quand il adhéra au parti socialiste révolutionnaire de gauche qui le fit entrer dans la tchéka de Moscou. Quand se produisit la rupture entre ce parti et les bolcheviks, au moment de la paix de Brest-Litovsk, Blumkine, sur ordre de son parti, et pour provoquer la reprise de la guerre, abattit à coups de revolver l'ambassadeur d'Allemagne comte von Mirbach.

Arrêté, il fut convaincu par Trotsky dans sa prison, grâcié et ultérieurement admis au parti après avoir servi dans les services de renseignement puis au secrétariat de Trotsky. Partisan de l'Opposition de gauche, il rendit visite à Trotsky à l'été 1929. Ilil fut fusillé après son retour à Moscou, en décembre sans doute, et après avoir obtenu, dit Victor Serge, un sursis de quinze jours pour rédiger ses mémoires, dont le manuscrit serait donc resté aux mains du G.P.U.

8 C'est en avril 1930 qu'une conférence internationale des différents groupes nationaux s'était réunie à Paris sous la présidence de Rosmer et avait fondé formellement l'Opposition de gauche internationale en la dotant d'un bureau international.

[Il faut préparer le parti indépendant en Belgique]

(27 mars 1936)

Lettre à W. Dauge, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7666, publiée sous le titre « *Suggestions pour la section belge* » dans *Bulletin intérieur* du G. B. L., n' 15, 10 mai 1936. Cette lettre, dictée en français, répondait à des questions de Dauge. Quelques mois plus tard, elle allait être utilisée comme une « preuve » de l'ingérence de Trotsky dans la vie politique de la Belgique, pays « ami » de la Norvège.

Cher Camarade Dauge (1),

1. Sur l'exclusion du parti (2). Dans une situation si compliquée et si lourde de responsabilité, la seule voie juste est ne pas s'occuper de devinettes : « *Que va faire la bureaucratie ? Quand et comment va-t-elle nous exclure ?* », mais de développer une action révolutionnaire toujours plus large, plus profonde et plus implacable. Sur le plan statutaire, on reste naturellement, jusqu'au moment de l'exclusion, sur la défensive. Politiquement, on développe une offensive sans répit. Les questions de la défense statutaire ne doivent d'ailleurs occuper qu'un centième de nos forces ; quatre-vingt-dix-neuf centièmes doivent être consacrés à l'offensive contre les réformistes, les centristes et les pacifistes.

A chaque menace d'exclusion, il faut répondre, non par des excuses, non par l'adaptation à l'appareil, mais par un redoublement de la vigueur dans l'offensive révolutionnaire : il faut déclarer *ouvertement qu'en préparant une nouvelle boucherie, les traîtres réformistes veulent se débarrasser des témoins gênants.*

C'est absolument faux de croire que, dans le conflit présent, les ouvriers vont s'orienter exclusivement ou même surtout selon des considérations juridiques : qui a pris l'initiative de la scission, etc. Cet élément joue naturellement un certain rôle. Mais ce qui décide dans cette situation extrêmement critique, c'est le *contenu* de la politique, c'est le bien-fondé de vos accusations et de vos dénonciations ; enfin, c'est le ton d'assurance complète de votre position, qui doit pénétrer votre journal et votre activité tout entière.

Cela ne signifie pas que je propose des extravagances, des excès de langage ou des maladresses tactiques. Mais *c'est la ligne stratégique qui décide.* Notre langage doit être adapté non pas à l'oreille de Vandervelde, ni même de Godefroid ou de Liebaers (3), mais à l'oreille des ouvriers les plus conscients, les plus courageux et les plus révoltés : ce sont ces éléments-ci qui, en dernière analyse, joueront le rôle décisif.

Vous êtes faibles numériquement. Vous êtes très forts par votre position révolutionnaire. L'époque qui approche vous ouvrira des possibilités sans précédent - à une seule condition : que vous n'affaiblissiez pas vous-mêmes vos possibilités en cherchant la ligne de moindre résistance vis-à-vis des réformistes, des centristes, des pacifistes.

2. Les considérations exprimées dans le premier paragraphe s'appliquent totalement à la politique électorale : ne pas prendre l'initiative de la rupture, mais ne pas céder un centimètre dans le domaine des mots d'ordre et de la critique.

3. La rupture est déterminée par la logique implacable de toute la situation. Il faut s'y préparer par avance :

a) Il faut élaborer le programme d'action du nouveau parti en ouvrant immédiatement la discussion

sur deux documents : 1) la « *Lettre ouverte pour la IV° Internationale* », 2) le projet de programme de l'A.S.R. (4) remanié selon l'expérience ou la critique déjà faite. La discussion du programme sera une excellente éducation pour les cadres du nouveau parti.

b) Il faut prendre systématiquement les mesures organisationnelles sur les plans du parti politique (P.O.B.), des syndicats et de la jeunesse.

4. La scission ne sera pas effectuée d'un coup. Après l'exclusion du noyau dirigeant, la lutte va continuer dans les organisations de base. Tout dépendra au moment critique du ton de l'A.S.R. : il faudra inspirer confiance aux adhérents et aux sympathisants. Toute l'expérience révolutionnaire montre que, dans des situations pareilles, les éléments de la base s'avèrent souvent plus décisifs que la direction, qui, effrayée par la perspective d'être isolée, commence à fléchir, désoriente les adhérents, même les meilleurs, et finit... par être isolée. La dernière expérience a été -faite en France, où la direction des bolcheviks-léninistes, sous l'impulsion de Molinier, cherchait surtout au moment critique à ne pas se couper de Marceau Pivert (le Godefroid et Liebaers français), atténuait ses mots d'ordre, fléchissait, désorientait ses propres rangs, pour enfin renforcer Lagorgette (5) et Marceau Pivert, et saper sa propre position.

5. Même après la séparation totale, le nouveau parti doit conserver une fraction clandestine dans le P.O.B. Il ne faut pas croire que votre exclusion serait la dernière. Les événements aidant, il y aura encore des luttes intérieures, des ruptures, des exclusions et des scissions. Il faut que le nouveau parti ait ses agents fidèles et discrets dans le P.O.B.(6)

6. Ce serait une faute irréparable que de faire sortir vos adhérents des organisations économiques, syndicats, etc. (7) Aucunement ! Créer de petits syndicats parallèles signifierait prendre une responsabilité écrasante, sans la possibilité de remplir dans l'avenir les tâches respectives (sic). Même si vous étiez depuis longtemps déjà une organisation indépendante, vous devriez faire entrer vos adhérents dans les syndicats, mutuelles, etc. Le parti indépendant vous est nécessaire, non pour faire une petite concurrence aux organisations de masse, mais pour *les conquérir de l'intérieur.* C'est la seule possibilité. Le parti, c'est notre instrument de travail : il doit être bien forgé, bien trempé, et bien aiguisé. Mais, avec cet instrument-là, nous devons travailler là où se trouve réellement la masse.

On paie ainsi une cotisation à une bureaucratie traîtresse ? Eh oui, il faut payer pour l'entrée, si l'on veut avoir la possibilité de saper la bureaucratie.

Toute l'inconsistance de l'Internationale communiste s'est révélée dans ce double fait : en restant dans les organisations de masses, les staliniens pactisaient honteusement avec les réformistes ; en se brouillant avec les réformistes, ils créaient des syndicats concurrents, qui ne faisaient que jouer le rôle de doublure du parti. La politique bolchevique est tout à fait différente : le *parti indépendant, pour un travail systématique, patient, infatigable, dans les organisations réformistes de masse, en lutte permanente contre les chefs réformistes.* Ce travail doit être mi-ouvert, mi-clandestin, selon les circonstances et les possibilités.

7. L'époque approche où les éléments révolutionnaires seront condamnés à travailler dans l'illégalité. Pour un parti révolutionnaire, l'existence illégale dans certaines époques est, pour ainsi dire, normale. Le parti est une sélection des éléments d'avant-garde, c'est-à-dire des plus conscients et des plus courageux.

Le syndicat, en tant qu'organisation de masse, ne peut pas vivre illégalement. Si vous créez de petits syndicats révolutionnaires, ils seraient immédiatement frappés par la répression gouvernementale et presque inévitablement anéantis. Tandis que, si vos adhérents

restent dans les syndicats réformistes, ils auront non seulement autour d'eux un milieu social nécessaire, mais aussi la couverture légale contre la répression.

Naturellement, les chefs réformistes vont les poursuivre et même les livrer à la police. Mais cela signifie seulement qu'il faut apprendre à faire un travail clandestin vis-à-vis des chefs réformistes, qui ne sont, eux, pas autre chose que la police non officielle du capital dans la classe ouvrière elle-même. *L'apprentissage de l'illégalité révolutionnaire commence surtout dans les syndicats réformistes.* Il faut y avoir des camarades qui travaillent ouvertement, en s'exposant, le cas échéant, à l'exclusion. Il en faut d'autres qui ne soient pas orateurs, mais capables, par un travail systématique, de rassembler autour d'eux, dans les syndicats, des noyaux révolutionnaires.

Même pendant l'année 1917, alors que nous étions déjà devenus un parti puissant, avec une emprise décisive sur les soviets, la plupart des syndicats restaient toujours sous la direction des mencheviks. Avons-nous fait une scission dans ces syndicats ? Bien sûr que non ! Nous y sommes restés jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la conquête de la direction syndicale. Notre situation était alors autrement favorable que [ne l'est] la vôtre. *La grande leçon du bolchevisme, c'est l'intransigeance du parti vis-à-vis du réformisme et du centrisme, et la plus grande souplesse vis-à-vis des organisations de masse.* Sans la première qualité, le parti devient inévitablement l'instrument du capital ; sans la deuxième, le parti reste toujours une secte stérile. C'est la synthèse de la fermeté de fer et de l'extrême souplesse qui assure le succès.

8. La rupture avec le parti, imposée par la bureaucratie, ne signifie nullement l'abandon volontaire de l'organisation des jeunesses (8). Tout au contraire. C'est précisément au moment de l'exclusion qu'il faut déclencher dans les jeunesses une campagne implacable contre les réformistes traîtres, scissionnistes et exclueurs, pour *l'unité sur la base révolutionnaire.* Par cette campagne, il faut mettre les Godefroid au pied du mur. Par cette politique - si la scission s'avère, aussi, inévitable chez les jeunes -, on emmènera au moins une partie solide de l'organisation. Même en cas de rupture, il faudra garder une fraction solide chez les jeunes.

9. Cette politique suppose une attitude juste, c'est-à-dire *sans le moindre ménagement* vis-à-vis de Godefroid et de Liebaers. *C'est ici qu'on trouve la plus grande faiblesse de l'A.S.R.* Le plus grand danger, pour un révolutionnaire, c'est de se faire des illusions non seulement sur l'ennemi, mais aussi sur ses alliés. Je ne nie pas la possibilité ni la nécessité de telle ou telle alliance avec le centriste Godefroid ou le pacifiste Liebaers. Mais la règle marxiste concernant les alliés prescrit ceci : observer l'allié d'aujourd'hui comme un adversaire possible de demain, et dénoncer ouvertement chaque faux-pas de sa part, pour préparer les ouvriers à une trahison possible et même bien probable. *Dire ouvertement ce qui est* est une règle salutaire.

10. *Pas d'illusions sur Godefroid.* Même les bourgeois radicaux français, pour se défendre contre les fascistes, essaient de s'appuyer sur les socialistes et les staliniens. Si Godefroid voulait vraiment se défendre contre les réformistes, il devrait chercher aussi à s'appuyer sur les « trotskystes ». Mais il cherche par tous les moyens à les éliminer et à les exclure. C'est un symptôme infaillible. Godefroid prépare consciemment sa trahison.

On me cite la sortie de Godefroid contre le chauvin Hubin (9). Mais que voulez-vous ? Si Godefroid cesse la polémique même avec les Hubin, son autorité chez les jeunes est fichue. Pour préparer la réconciliation avec la bureaucratie, il doit sauver les apparences. Son attaque contre les «trotskystes » est un fait politique ; sa polémique contre Hubin n'est que de la rhétorique (10).

On me dit que j'exagère (11). Soit. J'accepte pour un instant l'hypothèse que Godefroid n'a pas encore

fait son choix définitif et qu'il louvoie en attendant les occasions favorables du côté droit ou du côté gauche. Mais, même dans ce cas, la seule tactique juste consiste à dénoncer Godefroid, à démasquer ouvertement ses contradictions, à critiquer amicalement, mais sans ménagements son journal, etc. En le plaçant entre deux feux, vous lui forcerez la main, vous l'obligerez à choisir. Quand on dit : « Au cas où il trahirait, je n'hésiterai pas à l'attaquer », etc., on se trompe, et on sème des illusions. La trahison n'est pas toujours un coup de pistolet ; le plus souvent, c'est un glissement. Or Godefroid glisse depuis longtemps. Attendre sa trahison définitive signifie seulement négliger l'éducation révolutionnaire des jeunes et préparer le succès de Godefroid.

11. Absolument la même chose pour Liebaers.

12. On me dira : « *Mais est-ce que notre critique des centristes et des pacifistes ne va pas nous empêcher de faire bloc avec eux contre la bureaucratie ?* » Non, s'ils veulent vraiment lutter contre la bureaucratie. Ils savent, eux, qu'ils peuvent toujours compter sur votre appui, et ils ne se gênent pas pour exclure et destituer des révolutionnaires. Et vous, vous devriez renoncer au droit de critique à leur égard ? Ce serait une capitulation très avantageuse pour eux et néfaste pour l'aile révolutionnaire.

13. La création du nouveau parti est un travail de longue haleine. L'exclusion du P.O.B. n'en serait que le point de départ. Même si vous n'êtes au commencement qu'une poignée de quelques centaines, vous pourrez faire un travail remarquable, à condition - je ne me lasserai jamais de le répéter - de joindre à la fermeté programmatique et à l'întransigeance vis-à-vis des réformistes et des centristes la plus grande souplesse et endurance vis-à-vis des organisations de masse.

Notes

[1] Walter Dauge était speaker à la radio belge et avait été révoqué en octobre 1933 pour des propos antimilitaristes tenus dans un discours prononcé le 21 octobre devant les traminots bruxellois, puis, pour la même raison, condamné en décembre à trois mois de prison. A partir de 1934, il avait commencé à subir l'influence des jeunes léninistes belges, avant même leur entrée dans les J.G.S. En mai 1935, il avait été élu par les mineurs et les jeunes du Borinage pour faire partie d'une délégation ouvrière en U.R.S.S. : il en était revenu convaincu de la nécessité de combattre le stalinisme. Aussi, quelques semaines plus tard, après la défection de P.H. Spaak, avait-il fait bloc avec les trotskystes contre le courant prostalinien du Dr Marteaux. Secrétaire fédéral dans le Borinage et membre de la direction nationale des J.G.S., membre de la direction boraine du P.O.B., il avait une réelle influence dans le Borinage et était le véritable dirigeant « public » de l'Action socialiste révolutionnaire.

2 L'exclusion de Dauge du P.O.B. était à l'ordre du jour. Lors du « poll »- sorte d'élection primaire, choix du candidat par les électeurs - il avait été placé en tête des candidats au Borinage avec plus de 10 000 voix. Mais dès le 29 janvier 1936, un article du *Peuple* faisait savoir qu'il aurait à souscrire formellement et sans réserves au programme du parti qui comportait notamment l'approbation de la participation de ministres socialistes au cabinet van Zeeland. Dauge avait longuement hésité et hésitait apparemment encore à franchir ce pas décisif, et à refuser de souscrire à ce programme.

3 Le congrès national restreint des J.G.S. de novembre-décembre avait interdit, sur proposition de Godefroid, la participation des J.G.S. à l'Action socialiste révolutionnaire et à la tendance dont il était le porte-parole. Déjà plusieurs trotskystes connus avaient été exclus des J.G.S. L’organisation de Frans Liebaers, la Liga, avait fait campagne en 1935 pour le boycottage des relations commerciales avec

l'Italie.

4 Ce programme avait été publié, après avoir été adopté, dans *L'Action socialiste révolutionnaire* du 17 août 1935 et avait été publiquement et fraternellement critiqué par Trotsky (*Œuvres*, 6, p. 153-156).

5 Louis Lagorgette (1895-1937), fils d'instituteurs, socialiste à 17 ans, ingénieur des travaux publics, membre de la C.A.P., était secrétaire national des J.S. en France, chargé de leur « redressement » après la crise qui avait abouti à l'exclusion des dirigeants de l'Entente de la Seine. Il passait pour être de la « gauche » de la S.F.I.O.

6 Les trotskystes français avaient tenté également de laisser derrière eux quelques éléments : l'entreprise n'avait guère eu. de réussite.

7 Il y avait au Borinage un fort courant, dans la gauche socialiste, en faveur de la rupture avec les syndicats réformistes et la constitution de syndicats «indépendants », révolutionnaires, et il semble bien que Dauge était influencé par cet état d'esprit.

8 Trotsky fait allusion ici aux J.G.S., les Jeunes Gardes socialistes dans lesquelles les jeunes léninistes étaient entrés en décembre 1934.

9 Georges Hubin (1863-1947) était l'un des porte-parole les plus agressifs de l'aile droite du P.O.B. Le 8 mars précédent, il s'était rendu à un meeting organisé par les J.G.S. à Vierzet-Barsé et y avait soutenu contre Godefroid une polémique très vive. Godefroid en avait rendu compte dans Le peuple du 16 mars. Georges Fux venait d'écrire à ce sujet dans l'Action socialiste révolutionnaire du 21 mars : « *Oui, camarade Godefroid, comme vous l'écrivez dans Le Peuple, il faut continuer la lutte révolutionnaire même si la menace d'exclusion se pose.* » C'était traiter Godefroid en allié que l'on pousse au besoin, alors que Trotsky le considérait comme l'adversaire direct.

10 En outre, en attaquant Hubin et en gardant le silence sur Vandervelde, Godefroid égare doublement ses lecteurs : il opère une distinction de principe entre Hubin et Vandervelde et couvre ce dernier par ses attaques spectaculaires contre le premier. *Ainsi il soutient le social-patriotisme tout en prétendant le combattre.* (Note de Trotsky.)

11 Sans doute, il y a exagération et exagération. Je veux dire par là qu'on peut exagérer dans le bon et dans le mauvais sens. Prenons par exemple l'ouvrage de Lénine, Contre le Courant. Dans le cours de sa polémique contre moi, il a utilisé quelques exagérations évidentes que les événements ultérieurs ont réfutées. Mais elles lui étaient dictées par son souci dominant de donner à sa pensée la plus grande précision. Tout le monde, y compris moi, pouvait apprendre quelque chose de ces exagérations et le peut encore aujourd'hui, alors qu'une confiance « exagérée » dans les centristes et les pacifistes n'éduque personne : en fait, elle est très démoralisante et couvre la glissade des centristes vers la trahison totale. (Note de Trotsky.)

[Les français continuent à gaffer]

(27 mars 1936)

Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8035, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

Chers Camarades,

Ma lettre confidentielle (honteusement divulguée par Naville) (1) et le projet de déclaration de la part de notre commission représentent deux éléments d'un plan d'action dont le but était de réparer partiellement les fautes accumulées du C.C. de la section française. Par la divulgation de ma lettre et par la dernière décision du C.C., ce plan est devenu nul et non opérant. De ma part je ne vois d'autre possibilité que de dissoudre la commission Crux et je vous fais formellement cette proposition.

Que les camarades français eux-mêmes débrouillent la situation compromise par leur persistance dans la voie des fautes, des gaffes et des bêtises.

La dernière décision du C.C. (2) est le meilleur cadeau à Molinier : son organisation se resserrera par réflexe autour de lui. Dans un ou deux mois le C.C. après avoir raté et gâté et gâté tout acceptera généreusement notre plan. Mais à ce momentlà, c'est Molinier qui dictera les conditions.

P.-S. Je ne serais pas étonné que cette lettre paraisse dans le bulletin de Molinier.

Notes

[1] Il s'agit de la lettre de Trotsky à Henri Molinier, datée du I° mars, qu'il avait envoyée à titre d'information « strictement confidentielle » le 4 mars. Naville avait lu cette lettre à la conférence nationale des « moliniéristes » du 7 mars, en précisant qu'elle avait été adressée par Trotsky à Meichler.

2 Les propositions de Trotsky en vue de la réunification sur la base de la lutte pour la IV° Internationale, avec la « commission Crux » pour régler le problème Molinier, avaient provoqué la méfiance d'une partie du comité central du G.B.L. qui avait cru voir là une sombre manœuvre de Trotsky pour imposer un « recollage » comme ils disaient, avec R. Molinier. Les propositions du S.I. avaient donc été repoussées par le C.C., et Jean Rous battu au profit de la position de Pierre Naville qui préconisait de subordonner l'unification à l'élimination de R. Molinier.

Où va la France ?

La France à un tournant

(21 mars 1936)

Cette étude a été publiée en guise d'introduction à l'édition française de "*Terrorisme et communisme*".

Ce livre est consacré à l'éclaircissement des méthodes de la politique révolutionnaire du prolétariat à notre époque. L'exposé a un caractère polémique, comme la politique révolutionnaire elle-même. En gagnant les masses opprimées, la polémique dirigée contre la classe dominante se transforme, à un moment donné, en révolution.

Comprendre clairement la nature sociale de la société moderne, de son Etat, de son droit, de son idéologie constitue le fondement théorique de la politique révolutionnaire. La bourgeoisie opère par abstraction ("nation", "patrie", "démocratie") pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa domination. *Le Temps*, l'un des plus infâmes journaux de l'univers, enseigne chaque jour aux masses populaires françaises le patriotisme et le désintéressement. Cependant, ce n'est un secret pour personne que le désintéressement du *Temps* s'estime d'après un tarif international bien établi.

Le premier acte de la politique révolutionnaire consiste à démasquer les fictions bourgeoises qui intoxiquent les masses populaires. Ces fictions deviennent particulièrement malfaisantes quand elles s'amalgament avec les idées de "socialisme" et de "révolution". Aujourd'hui plus qu'à n'importe quel autre moment, ce sont, les fabricants de ce genre d'amalgames qui donnent le ton dans les organisations ouvrières françaises.

La première édition de cet ouvrage a exercé une certaine influence sur la formation du parti communiste français: l'auteur en a reçu maints témoignages, dont il ne serait pas difficile au demeurant de trouver la trace dans *L'Humanité* jusqu'en 1924. Au cours des douze années qui ont suivi, il a été procédé dans l'Internationale communiste-après plusieurs zigzags fébriles-à une révision fondamentale des valeurs : il suffit de dire qu'aujourd'hui cet ouvrage figure à l'index des livres interdits. Par leurs idées et leurs méthodes, les chefs actuels du parti communiste français (nous sommes obligés de lui conserver cette appellation, qui est en complète contradiction avec la réalité) ne se différencient en rien de Kautsky, contre lequel est dirigé notre ouvrage : ils sont toutefois infiniment plus ignorants et plus cyniques. Le nouvel accès de réformisme et de patriotisme que subissent Cachin et Cie aurait pu à lui seul justifier une nouvelle édition de ce livre. Il y a cependant à cela d'autres raisons, plus sérieuses. Elles ont leurs racines dans la profonde crise prérévolutionnaire qui secoue le régime de la III° République.

Après dix-huit ans d'absence, l'auteur de cet ouvrage a eu la possibilité de passer deux ans en France (1933-1935); c'était, il est vrai, en simple qualité d'observateur de province, objet, par surcroît, d'une étroite surveillance. Pendant cette période, il y eut dans le département de l'Isère où l'auteur eut l'occasion de séjourner un petit incident, pareil à beaucoup d'autres, qui donne cependant la clé de toute la politique française. Dans un sanatorium appartenant au Comité des forges, un jeune ouvrier, qui était sous le coup d'une grave opération, s'était permis de lire un journal révolutionnaire (plus exactement, un journal qu'il considérait naïvement comme révolutionnaire : *L'Humanité*). L'administration posa à l'imprudent malade et ensuite à quatre autres malades qui partageaient ses sympathies cet ultimatum: renoncer à recevoir des publications indésirables, ou être jetés à la rue. Les malades eurent beau

indiquer qu'on se livrait ouvertement dans le sanatorium à une propagande cléricale et réactionnaire, cela n'eut évidemment aucun effet. Comme il s'agissait de simples ouvriers qui ne risquaient ni mandats parlementaires ni portefeuilles ministériels, mais tout simplement leur santé et leur vie, l'intimidation échoua: les cinq malades, dont un à la veille d'être opéré, furent mis à la porte du sanatorium. Grenoble avait alors une municipalité socialiste, que présidait le docteur Martin, un de ces bourgeois conservateurs qui donnent généralement le ton dans le parti socialiste et dont Léon Blum est le représentant achevé. Les ouvriers expulsés essayèrent de trouver un défenseur dans la personne du maire. Ce fut en vain: malgré leur insistance, leurs lettres, leurs démarches, ils ne furent même pas reçus. Ils s'adressèrent au journal local de gauche, *La Dépêche*, où radicaux et socialistes forment un cartel indissoluble. En apprenant qu'il s'agissait du sanatorium du Comité des forges, le directeur du Journal refusa catégoriquement d'intervenir: tout ce que vous voudrez, mais pas ça. Pour une imprudence à l'égard de cette puissante organisation, *La Dépêche* avait été déjà privée une fois de publicité et avait subi de ce fait une perte de 20 000 francs. A la différence des prolétaires, le directeur de ce journal de gauche, comme le maire, avaient quelque chose à perdre: aussi renoncèrent-ils à la lutte inégale en abandonnant les ouvriers, leurs intestins et leurs reins malades, à leur sort.

Une ou deux fois par semaine, le maire socialiste, remuant de vagues souvenirs de jeunesse, fait un discours où il vante les avantages du socialisme sur le capitalisme. Pendant les élections, *La Dépêche* soutient le maire et son parti. Tout est donc pour le mieux. Le Comité des forges considère avec une tolérance toute libérale ce genre de socialisme qui ne cause pas le plus petit préjudice aux intérêts matériels du capital. Avec 20 000 francs de publicité par an-ces messieurs coûtent si bon marché-, les féodaux de l'industrie lourde et de la banque tiennent pratiquement à leur dévotion un grand journal du cartel! Et pas seulement ce journal: le Comité des forges a bien sûr assez de moyens, directs ou indirects, pour agir sur messieurs les maires, sénateurs, députés, y compris les maires, les sénateurs, les députés socialistes. Toute la France officielle est placée sous la dictature du capital financier. Dans le dictionnaire Larousse, ce système est désigné sous le nom de "République démocratique".

Messieurs les députes de gauche et les journalistes, non seulement de l'Isère mais de tous les départements de France, croyaient que leur cohabitation pacifique avec la réaction capitaliste n'aurait pas de fin. Ils se trompaient. Depuis longtemps affaiblie, la démocratie sentit soudain sur sa tempe le canon d'un revolver. De même que les armements de Hitler-acte matériel brutal-causèrent une véritable révolution dans les rapports entre les Etats en démontrant la vanité et le caractère illusoire de ce qu'il est convenu d'appeler le "droit international", de même les bandes armées du colonel de La Rocque ont jeté la perturbation dans les rapports intérieurs de la France en obligeant tous les partis sans exception à se réorganiser, à s'épurer et à se regrouper.

Frédéric Engels a écrit un jour que l'Etat, y compris la république démocratique, c'est des bandes armées pour la défense de la propriété; tout le reste n'est là que pour enjoliver ou masquer ce fait. Les éloquents défenseurs du "droit", genre Herriot et Blum, ont toujours été révoltés par ce cynisme. Mais Hitler et La Rocque, chacun dans sa sphère, viennent de montrer de nouveau qu'Engels avait raison.

Au début de 1934, Daladier était président du Conseil par la volonté du suffrage universel, direct et secret: il portait la souveraineté nationale dans sa poche, avec son mouchoir par-dessus. Mais, dès que les bandes de La Rocque, Maurras et Cie montrèrent qu'elles avaient l'audace de tirer des coups de revolver et de couper les jarrets des chevaux de la police, Daladier et sa souveraineté cédèrent la place à l'invalide politique que désignèrent les chefs de ces bandes. Ce fait a infiniment plus d'importance que toutes les statistiques électorales et on ne saurait l'effacer de l'histoire récente de la France, car il est une indication pour l'avenir.

Il n'est naturellement pas donné à *n'importe quel groupe* armé de revolvers de modifier à tout moment l'orientation politique d'un pays. Seules les bandes armées qui sont les organes d'une classe déterminée peuvent, dans *certaines* circonstances, jouer un rôle décisif. Le colonel de La Rocque et ses partisans veulent assurer l'"ordre" contre les troubles. Et comme, en France, "ordre" signifie domination

du capital financier sur la petite et moyenne bourgeoisie et domination de l'ensemble de la bourgeoisie sur le prolétariat et les couches sociales qui en sont proches, les troupes de La Rocque sont tout simplement des bandes armées du capital financier.

Cette idée n'est pas neuve. On peut même la trouver fréquemment exprimée dans *Le Populaire* et *L'Humanité*, encore qu'ils n'aient pas été les premiers à la formuler. Cependant, ces publications ne disent que la moitié de la vérité. L'autre moitié, non moins importante, est que Herriot et Daladier, avec leurs partisans, sont également une agence du capital financier: autrement, les radicaux n'auraient pas pu être le parti gouvernemental de la France pendant des dizaines d'années. Si l'on ne veut pas jouer à cache-cache, il est nécessaire de dire que La Rocque et Daladier travaillent pour le même patron. Cela ne signifie pas, évidemment, qu'il y ait entre eux ou leurs méthodes une complète identité. Bien au contraire. Ils se font une guerre acharnée, comme deux agences spécialisées dont chacune possède le secret du salut. Daladier promet de maintenir l'ordre au moyen de la démocratie tricolore. La Rocque estime que le parlementarisme périmé doit être balayé en faveur d'une dictature militaire et policière déclarée. Les méthodes politiques sont opposées, mais les intérêts sociaux sont les mêmes.

La décadence du système capitaliste, sa crise incurable, sa décomposition forment la base historique de l'antagonisme qui existe entre La Rocque et Daladier (nous prenons ces deux noms uniquement pour faciliter l'exposé). Malgré les progrès incessants de la technique et les résultats remarquables obtenus dans certaines branches industrielles, le capitalisme dans l'ensemble freine le développement des forces productives, ce qui détermine une extrême instabilité des rapports sociaux et internationaux. La démocratie parlementaire est intimement liée à l'époque de la, libre concurrence et de la liberté du commerce international. La bourgeoisie a pu tolérer le droit de grève, de réunion de liberté de la presse aussi longtemps que les forces productives étaient en pleine ascension, que les débouchés s'élargissaient, que le bien-être des masses populaires, quoique restreint, augmentaient et que les nations capitalistes pouvaient vivre et laisser vivre les autres. Mais plus aujourd'hui. L'époque impérialiste est caractérisée, abstraction faite de l'Union soviétique, par une stagnation et une diminution du revenu national, par une crise agraire chronique et un chômage organique. Ces phénomènes internes sont inhérents à la phase actuelle du capitalisme, comme la goutte et la sclérose à un âge déterminé de l'individu. Vouloir expliquer le chaos économique mondial par les conséquences de la dernière guerre, c'est faire preuve d'un esprit désespérément superficiel, à l'instar de M. Caillaux, du comte Sforza et autres. La guerre n'a pas été autre chose qu'une tentative des pays capitalistes pour faire retomber sur le dos de l'adversaire le krach qui menaçait déjà. Mais la tentative échoua. La guerre ne fit qu'aggraver les signes de décomposition dont l'accentuation actuelle prépare une nouvelle guerre.

Aussi mauvaises que soient les statistiques économiques de la France, qui passent intentionnellement sous silence les antagonismes de classe, elles ne peuvent pas dissimuler les signes manifestes de la décomposition sociale. Parallèlement à la diminution du revenu national, à la chute, en vérité catastrophique, du revenu des campagnes, à la ruine des petites gens des villes, a l'accroissement du chômage, les entreprises géantes, ayant un chiffre d'affaires annuel de 100 à 200 millions et même davantage, font de brillants bénéfices. Le capital financier, dans toute l'acception du terme, suce le sang du peuple français. Telle est la base sociale de l'idéologie et de la politique de l'"Union nationale".

Des adoucissements et des éclaircies dans le processus de décomposition sont possibles, voire inévitables; mais ils garderont un caractère strictement conditionné par la conjoncture. Quant à la tendance générale de notre époque, elle place la France, après bien d'autres pays, devant cette alternative: ou le prolétariat doit renverser l'ordre bourgeois foncièrement gangrené, ou le capital, en vue de sa propre conservation, doit remplacer la démocratie par le fascisme. Pour combien de temps? Le sort de Mussolini et de Hitler répondra à cette question.

Les fascistes ont tiré, le 6 février 1934, sur l'ordre direct de la Bourse, des banques et des trusts. De ces mêmes positions de commande, Daladier a été sommé de remettre le pouvoir a Doumergue. Et si le ministre radical, président du Conseil, a capitulé -avec la pusillanimité qui caractérise les radicaux-,

c'est parce qu'il a reconnu dans les bandes de La Rocque les troupes de son propre patron. Autrement dit: Daladier, ministre souverain, céda le pouvoir. à Doumergue pour la même raison qui fait refuser au directeur de *La Dépêche* et au maire de Grenoble de dénoncer l'odieuse cruauté des agents du Comité des forges.

Cependant, le passage de la démocratie au fascisme comporte des risques de secousses sociales. D'où les hésitations et les désaccords tactiques que l'on constate dans les hautes sphères de la bourgeoisie. Tous les magnats du capital sont pour qu'on continue a renforcer les bandes armées capables de constituer une réserve salutaire à l'heure du danger. Mais quelle place accorder à ces bandes dès aujourd'hui ? Doit-on leur permettre de passer tout de suite à l'attaque ou les garder, en attendant, comme moyen d'intimidation ? Autant de questions qui ne sont pas encore résolues. Le capital financier ne croit plus qu'il soit possible aux radicaux d'entraîner derrière eux les masses de la petite bourgeoisie et de maintenir, par la pression de ces masses, le prolétariat dans les limites de la discipline "démocratique". Mais il ne croit pas davantage que les organisations fascistes, qui manquent encore d'une véritable base de masse, soient capables de s'emparer du pouvoir et d'établir un régime fort.

L'argument qui a incité à la prudence ceux qui dirigent en coulisse, ce n'est pas la rhétorique parlementaire, mais la révolte des ouvriers, la tentative de grève générale-étouffée dès le début par la bureaucratie de Jouhaux-et ensuite les émeutes locales (Toulon, Brest). Les fascistes ayant été remis quelque peu en place, les radicaux respirèrent plus librement. *Le Temps*, qui, dans une série d'articles, avait déjà trouve le moyen d'offrir sa main et son coeur à la "jeune génération", découvrit de nouveau les avantages du régime libéral, conforme d'après lui au génie français. Ainsi s'est établi un régime instable, transitoire, bâtard, conforme non pas au génie de la France, mais au déclin de la III° République. Dans ce régime, ce sont les traits *bonapartistes* qui apparaissent avec le plus de netteté : indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes, liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs, le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte, c'est-à-dire en fait au-dessus de la nation, pour jouer le rôle d'"arbitre". Les trois ministères Doumergue, Flandin, Laval, avec l'immanquable participation des radicaux humiliés et compromis, ont chacun présenté de légères variantes sur un thème commun.

Lorsque le ministère Sarraut fut constitué, Léon Blum, dont la perspicacité comporte deux dimensions au lieu de trois, annonça : "Les derniers effets du 6 février sont détruits sur le plan parlementaire" (*le Populaire* du 2 février 1936). Voilà ce qui s'appelle brosser l'ombre du carrosse avec l'ombre d'une brosse ! Comme si l'on pouvait ,supprimer "sur le plan parlementaire" la pression des bandes armées du capital financier! Comme si Sarraut pouvait ne pas sentir cette pression et ne pas trembler devant elle! En réalité, le gouvernement Sarraut-Flandin est une variété de ce même "bonapartisme" semi-parlementaire à peine incliné à "gauche". Sarraut lui-même, réfutant l'accusation d'avoir pris des mesures arbitraires, répondit on ne peut mieux au Parlement: "Si mes mesures sont arbitraires, c'est parce que je veux être un arbitre." Cet aphorisme n'aurait pas été déplacé dans la bouche de Napoléon III. Sarraut se sent non pas le mandataire d'un parti déterminé ou d'un bloc de partis au pouvoir, comme le veulent les règles du parlementarisme mais un arbitre au-dessus des classes et des partis, comme le veulent les lois du bonapartisme.

L'aggravation de la lutte de classes et surtout l'entrée en scène des bandes armées de la réaction n'ont pas moins profondément révolutionné les organisations ouvrières. Le parti socialiste, qui jouait paisiblement le rôle de la cinquième roue du carrosse dans la III° République, s'est vu contraint de répudier à moitié ses traditions cartellistes et même de rompre avec son aile droite (néos). Dans le même temps, les communistes accomplissaient l'évolution inverse, mais sur une échelle infiniment plus vaste. Pendant des années ces messieurs avaient rêvé de barricades, de conquête de la rue, etc. (ce rêve, il est vrai; avait surtout un caractère littéraire). Après le 6 février, comprenant que l'affaire était sérieuse, les partisans des barricades se jetèrent à droite. Le réflexe spontané de ces phraseurs apeurés coïncidait d'une façon frappante avec la nouvelle orientation de la diplomatie soviétique.

Devant le danger que représente l'Allemagne hitlérienne, le Kremlin se tourna vers la France. *Statu quo* dans les rapports internationaux ! *Statu quo* dans le régime intérieur de la France ! Espoirs de révolution socialiste ? Chimères ! Les milieux dirigeants du Kremlin ne parlent qu'avec mépris du communisme français. Il faut donc garder ce qui existe pour ne pas risquer d'avoir pire. La démocratie parlementaire en France ne se concevant pas sans les radicaux, faisons en sorte que les socialistes les soutiennent ; ordonnons aux communistes de ne pas gêner le bloc Blum-Herriot; s'il est possible, faisons-les entrer eux-mêmes dans ce bloc. Ni secousses, ni menaces ! Telle est l'orientation du Kremlin.

Quand Staline répudie la révolution mondiale, les partis bourgeois français ne veulent pas le croire. Ils ont bien tort! En politique, une confiance aveugle n'est évidemment pas une vertu supérieure. Mais une méfiance aveugle ne vaut guère mieux. Il faut savoir confronter les paroles avec les actes et discerner la tendance générale de l'évolution pour plusieurs années. La politique de Staline, qui est déterminée par les intérêts de la bureaucratie soviétique privilégiée, est devenue foncièrement conservatrice. La bourgeoisie française a tout lieu de faire confiance à Staline. Le prolétariat français a les mêmes raisons de se méfier.

Au congrès d'unité de Toulouse [1] , le "communiste" Racamond a donné de la politique du Front populaire une formule digne de passer à la postérité: "Comment vaincre la timidité du parti radical?" Comment vaincre la peur qu'a la bourgeoisie du prolétariat? Très simplement : les farouches révolutionnaires doivent jeter le couteau qu'ils serraient entre leurs dents, se pommader les cheveux et arborer le sourire de la plus charmante des odalisques; Vaillant-Couturier dernière manière en sera le prototype. Sous la pression des "communistes" pommadés, que de toutes leurs forces poussaient à droite les socialistes en train d'évoluer vers la gauche, Blum a dû changer une fois de plus de cap. Il le fit, heureusement, dans le sens habituel. Ainsi se constitua le Front populaire : compagnie d'assurance de banqueroutiers radicaux aux frais du capital des organisations ouvrières.

Le radicalisme est inséparable de la franc-maçonnerie. C'est tout dire. Lors des débats qui eurent lieu à la Chambre des députés sur les Ligues, M. Xavier-Vallat rappela que Trotsky avait, à une époque, "interdit" aux communistes d'adhérer aux loges maçonniques. M. Jammy Schmidt, qui est, paraît-il, une autorité en la matière, s'empressa d'expliquer cette interdiction par l'incompatibilité du bolchevisme despotique avec l'"esprit de liberté". Nous ne voyons pas la nécessité de polémiquer sur ce thème avec le député radical. Mais aujourd'hui encore nous estimons que le représentant ouvrier qui va chercher son inspiration ou sa consolation dans la fade religion maçonnique de la collaboration des classes ne mérite pas la moindre confiance. Ce n'est pas par hasard si le Cartel s'est accompagné d'une large participation des socialistes aux loges maçonniques. Mais le temps est venu pour les communistes repentis d'en faire autant. Au demeurant, ces nouveaux initiés n'en seront que plus à l'aise, en tablier, pour servir les vieux patrons du Cartel.

Le Front populaire, nous dit-on non sans indignation, n'est nullement un cartel, mais un mouvement de masse. Les définitions pompeuses ne manquent pas, certes, mais elles ne changent rien aux choses. Le but du Cartel a toujours été de freiner le mouvement de masse en l'orientant vers la collaboration de classe. Le Front populaire a exactement le même but. La différence entre eux-et elle est de taille-, c'est que le Cartel traditionnel a vu le jour au cours des époques de stabilité et de calme du régime parlementaire. Aujourd'hui que les masses sont impatientes et prêtes à exploser, il est nécessaire de disposer d'un frein plus solide, avec la participation des "communistes". Les meetings communs, les cortèges à grand spectacle, les serments, le mariage du drapeau de la Commune avec le drapeau de Versailles, le tintamarre, la démagogie, tout cela n'a qu'un but: contenir et démoraliser le mouvement de masse.

Pour se justifier devant les droites, Sarraut a déclaré à la Chambre que ses inoffensives concessions au Front populaire ne constituent rien de plus que *la soupape de sûreté* du régime. Cette franchise aurait pu paraître imprudente. Mais l'extrême-gauche la couvrit d'applaudissements. Sarraut n'avait

donc aucune raison de se gêner. De toute façon, il a réussi à donner, peut-être sans le vouloir, une définition du Front populaire : une soupape de sûreté contre le mouvement de masse. En général, M. Sarraut a la main heureuse pour les aphorismes !

La politique extérieure est la continuation de la politique intérieure. Ayant complètement abandonné le point de vue du prolétariat, Blum, Cachin et Cie adoptent-sous le masque de la "sécurité collective" et du "droit international"-le point de vue de l'impérialisme national. Ils nous préparent la même politique d'abdication qu'ils ont suivie de 1914 à 1918 en y ajoutant seulement: "pour la défense de l'U.R.S.S.". Quand, de 1918 à 1923, la diplomatie soviétique s'est fréquemment vue obligée de louvoyer et de passer des accords, il ne vint jamais à l'esprit d'une seule section de l'Internationale communiste qu'elle pourrait faire bloc avec sa bourgeoisie! A elle seule, cette chose n'est-elle pas une preuve suffisante de la sincérité de Staline quand il répudie la révolution mondiale ?

Pour les mêmes motifs qui poussent les chefs actuels de l'Internationale communiste à se coller aux mamelles de la "démocratie" dans la période de son agonie, ils découvrent le radieux visage de la Société des Nations alors que la parcourt déjà le hoquet de la mort. Ainsi s'est crée une plate-forme de politique extérieure commune entre les radicaux et l'Union soviétique. Le programme intérieur du Front populaire est un assemblage de lieux communs qui permettent une interprétation aussi libre que le Covenant de Genève. Le sens général du programme est celui-ci: pas de changement. Or, les masses veulent du changement et c'est en cela que réside le fond de la crise politique.

En désarmant politiquement le prolétariat, les Blum, Paul Faure, Cachin, Thorez tiennent surtout à ce qu'il ne s arme pas physiquement. La propagande de ces messieurs ne se différencie pas des sermons religieux sur la supériorité des principes moraux. Engels qui enseignait que la possession du pouvoir d'Etat est une question de bandes armées, Marx qui regardait l'insurrection comme un art, apparaissent aux députés, aux sénateurs et maires actuels du Front populaire comme des sauvages du Moyen-Age. *Le Populaire* passe pour la centième fois un dessin représentant un ouvrier désarmé avec cette légende: "Vous comprendrez que nos poings nus sont plus solides que toutes vos matraques." Quel splendide mépris pour la technique militaire! A cet égard, le Négus lui-même a des vues plus avancées. Pour ces gens, les coups d'Etat en Italie, en Allemagne, en Autriche n'existent pas. Cesseront-ils de vanter les "poings nus", quand La Rocque leur passera les menottes? Par moment, on en arrive presque à regretter de ne pouvoir faire subir cette expérience à messieurs les chefs, sans que les masses aient à en souffrir.

Vu sous l'angle du régime bourgeois, le Front populaire est un épisode de la rivalité entre le radicalisme et le fascisme pour gagner l'attention et les faveurs du grand capital. En fraternisant d'une façon théâtrale avec les socialistes et les communistes, les radicaux veulent montrer au patron que le régime n'est pas aussi malade que les droites le prétendent; que le danger de révolution est exagéré; que Vaillant-Couturier lui-même a troqué son couteau contre un collier; que par les "révolutionnaires" apprivoisés on peut dissiper les masses ouvrières et, par conséquent, sauver le système parlementaire de la faillite.

Tous les radicaux ne croient pas à cette manoeuvre; les plus sérieux et les plus influents, Herriot en tête, préfèrent adopter une attitude d'attente. Mais en fin de compte eux-mêmes ne peuvent pas proposer autre chose. La crise du parlementarisme est avant tout une crise de confiance de l'électeur à l'égard du radicalisme.

Tant qu'on n'aura pas découvert le moyen de rajeunir le capitalisme il n'existera pas de recette pour sauver le parti radical. Celui-ci n'a le choix qu'entre différents genres de mort politique. Un succès relatif aux prochaines élections n'empêcherait pas et même ne retarderait pas bien longtemps son effondrement.

Les chefs du parti socialiste, les politiciens les plus insouciants de France, ne s'embarrassent pas de la sociologie du front populaire: personne ne peut rien tirer d'intéressant des interminables monologues de Léon Blum. Quant aux communistes, qui sont extrêmement fiers d'avoir pris l'initiative de la collaboration avec la bourgeoisie, ils présentent le Front populaire comme *l'alliance du prolétariat*

avec les classes moyennes. Quelle parodie du marxisme ! Non, le parti radical n'est pas le parti de la petite bourgeoisie Il n'est pas davantage un "bloc de la moyenne et de la petite bourgeoisie", selon la définition absurde de *la Pravda*. Non seulement la moyenne bourgeoisie exploite la petite bourgeoisie sur le plan économique comme sur le plan politique, mais elle est elle-même une agence du capital financier. Désigner, sous le terme neutre de "bloc", des rapports politiques hiérarchiques fondés sur l'exploitation, c'est se moquer de la réalité. Un cavalier n'est pas un bloc homme-cheval. Si le parti Herriot-Daladier a des racines dans les masses petites-bourgeoises et, dans une certaine mesure, jusque dans les milieux ouvriers, c'est uniquement pour les duper dans l'intérêt du régime capitaliste. *Les radicaux sont le parti démocratique de l'impérialisme français*. Toute autre définition est un leurre.

La crise du système capitaliste désarme les radicaux en leur enlevant les moyens traditionnels qui leur permettaient d'endormir la petite bourgeoisie. Les classes moyennes commencent à sentir, sinon à comprendre, qu'on ne sauvera pas la situation par de misérables réformes et qu'une refonte hardie du régime actuel est devenue nécessaire. Mais radicalisme et hardiesse vont ensemble comme l'eau et le feu. Le fascisme se nourrit avant tout de la méfiance croissante de la petite bourgeoisie à l'égard du radicalisme. On peut dire sans exagérer que le sort de la politique de la France ne tardera pas à se décider dans une large mesure selon la manière dont sera liquidé le radicalisme et selon que ce sera le fascisme ou le parti du prolétariat qui prendra sa succession, c'est-à-dire qui héritera de son influence sur les masses petites-bourgeoises.

Un principe élémentaire de la stratégie marxiste est que l'alliance du prolétariat avec les petites gens des villes et des campagnes doit se réaliser uniquement dans la lutte irréductible contre la représentation parlementaire traditionnelle de la petite-bourgeoisie. Pour gagner le paysan à l'ouvrier, il faut le détacher du politicien radical qui l'asservit au capital financier. Contrairement à cela, le Front populaire, complot de la bureaucratie ouvrière avec les pires exploiteurs politiques des classes moyennes, est tout simplement capable de tuer la foi des masses dans les méthodes révolutionnaires et de les jeter dans les bras de la contre-révolution fasciste.

Aussi invraisemblable que cela paraisse, quelques cyniques essayent de justifier la politique du Front populaire en se référant à Lénine, qui, paraît-il, a démontré qu'on ne pouvait pas se passer de "compromis" et notamment d'accords avec d'autres partis. Pour les chefs de l'Internationale communiste d'aujourd'hui, outrager Lénine est devenu une règle; ils piétinent la doctrine du fondateur du parti bolchevique et vont ensuite s'incliner a Moscou devant son mausolée.

Lénine a commencé sa tâche dans la Russie tsariste, où non seulement les ouvriers, les paysans, les intellectuels, mais de larges milieux bourgeois combattaient l'ancien régime. Si, d'une façon générale, la politique du Front populaire avait pu avoir sa justification, il semblerait que ce fût avant tout dans un pays qui n'avait pas encore fait sa révolution bourgeoise. Messieurs les falsificateurs feraient bien d'indiquer dans quelle phase, à quel moment et dans quelles circonstances le parti bolchevique a réalisé en Russie un semblant de Front populaire? Qu'ils fassent travailler leurs méninges et fouillent dans les documents historiques!

Les bolcheviks ont passé des accords d'ordre pratique avec les organisations révolutionnaires petites-bourgeoises pour le transport clandestin en commun des écrits révolutionnaires, parfois pour l'organisation en commun d'une manifestation dans la rue ou pour riposter aux bandes de pogromistes. Lors des élections à la Douma, ils ont eu recours, dans certaines circonstances et au deuxième degré [2], à des blocs électoraux avec les menchéviks ou avec les socialistes révolutionnaires. C'est tout. Ni "programmes" communs ni organismes permanents, ni renoncement à critiquer les alliés du moment. Ce genre d'accords et de compromis épisodiques, strictement limités à des buts précis-Lénine n'avait en vue que ceux-là-n'avait rien de commun avec le Front populaire, qui représente un conglomérat d'organisations hétérogènes, une alliance durable de classes différentes liées pour toute une période-et quelle période!-par une politique et un programme communs-une politique de parade, de déclamation et de poudre aux yeux. A la première épreuve sérieuse, le Front populaire se brisera et toutes ses parties

constitutives en sortiront avec de profondes lézardes. La politique du Front populaire est une politique de trahison.

La règle du bolchevisme en ce qui concerne les blocs était la suivante : *Marcher séparément, vaincre ensemble !* La règle des chefs de l'Internationale communiste aujourd'hui est devenue : *Marcher ensemble pour être battus séparément*. Que ces messieurs se cramponnent à Staline et à Dimitrov, mais qu'ils s'arrangent pour laisser Lénine en paix.

Il est impossible de ne pas s'indigner quand un lit les déclarations de chefs vantards qui prétendent que le Front populaire a "sauvé" la France du fascisme; en réalité, cela veut tout simplement dire que nos héros affolés se sont épargnés par leurs encouragements mutuels une frayeur plus grande encore. Pour combien de temps? Entre le premier soulèvement de Hitler et son arrivée au pouvoir, il s'est écoulé dix années, marquées par des alternances de flux et de reflux. A l'époque, les Blum et les Cachin allemands ont maintes fois proclame leur "victoire" sur le national-socialisme. Nous ne les avons pas crus et nous n'avons pas eu tort. Néanmoins, cette expérience n'a rien appris aux cousins français de Wels et de Thaelmann. Certes, en Allemagne, les communistes n'ont pas participé au Front populaire qui groupait la social-démocratie, la bourgeoisie de gauche et le Centre catholique ("alliance du prolétariat avec les classes moyennes"!). En ce temps-là, l'Internationale communiste repoussait même les accords de combat entre organisations ouvrières contre le fascisme. Les résultats, on les connaît. Notre sympathie la plus chaleureuse pour Thaelmann, en tant que prisonnier des bourreaux, ne peut pas nous empêcher de dire que sa politique, c'est-à-dire la politique de Staline, a plus fait pour la victoire de Hitler que la politique de Hitler lui même. Ayant tourné casaque, l'Internationale communiste applique aujourd'hui en France la politique suffisamment connue de la social-démocratie allemande. Est-il vraiment si difficile d'en prévoir les résultats ?

Les prochaines élections parlementaires, quelle que soit leur issue, n'apporteront pas, par elles-mêmes, de changements sérieux dans la situation: en définitive, les électeurs sont priés de choisir entre un arbitre genre Laval et un arbitre genre Herriot-Daladier. Mais comme Herriot a tranquillement collaboré avec Laval et que Daladier les a soutenus tous les deux la différence qui les sépare, si on la mesure à l'échelle des problèmes historiques qui sont posés, est insignifiante.

Faire croire que Herriot-Daladier sont capables de déclarer la guerre aux "deux cents familles" qui gouvernent la France, c'est duper impudemment le peuple. Les deux cents familles ne sont pas suspendues entre ciel et terre, elles constituent le couronnement organique du système du capital financier. Pour avoir raison des deux cents familles, il faut renverser le régime économique et politique au maintien duquel Herriot et Daladier ne sont pas moins intéressés que Tardieu et La Rocque. Il ne s'agit pas de la lutte de la "nation" contre quelques féodaux, comme la présente *L'Humanité* mais de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, de la lutte des classes qui ne peut être tranchée que par la révolution. Le complot anti-ouvrier des chefs du Front populaire est devenu le principal obstacle dans cette voie.

On ne peut pas dire d'avance combien de temps encore des ministères semi-parlementaires, semi-bonapartistes continueront à se succéder en France et par quelles phases précises le pays passera au cours de la prochaine période. Cela dépendra de la conjoncture économique nationale et mondiale, de l'atmosphère internationale, de la situation en U.R.S.S., du degré de stabilité du fascisme italien et allemand, de la marche des événements en Espagne, enfin-et ce n'est pas le facteur le moins important-de la clairvoyance et de l'activité des éléments avancés du prolétariat français. Les convulsions du franc peuvent hâter le dénouement. Une coopération plus étroite de la France avec l'Angleterre est de nature à le retarder. De toute façon, l'agonie de la "démocratie" peut durer beaucoup plus longtemps en France que la période préfasciste Brüning-Papen-Schleicher n'a duré en Allemagne; mais elle ne cessera pas pour cela d'être une agonie. La démocratie sera balayée. La question est uniquement de savoir qui la balayera.

La lutte contre les deux cents familles, contre le fascisme et la guerre-pour la paix, le pain, la liberté

et autres belles choses-est, ou bien un leurre, ou bien une lutte pour renverser le capitalisme. Le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir se pose devant les travailleurs français non pas comme un objectif lointain, mais comme la tâche de la période qui s'ouvre. Or, les chefs socialistes et communistes non seulement se refusent à procéder à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, mais ils s'y opposent de toutes leurs forces. En même temps qu'ils fraternisent avec la bourgeoisie, ils traquent et expulsent les bolcheviks [3]. Telle est la violence de leur haine de la révolution et de la peur qu'elle leur inspire! Dans cette situation, le plus mauvais rôle est joué par les pseudo-révolutionnaires du type Marceau Pivert qui promettent de renverser la bourgeoisie, mais avec la permission de Léon Blum!

Toute la marche du mouvement ouvrier français au cours de ces douze dernières années a mis à l'ordre du jour la nécessité de créer un *nouveau parti révolutionnaire*.

Vouloir deviner si les événements laisseront "suffisamment" de temps pour fonder le nouveau parti, c'est se livrer à la plus stérile des occupations. Les ressources de l'Histoire en ce qui concerne les possibilités diverses, les formes de transition, les étapes, les accélérations et les retards sont inépuisables. Sous l'empire des difficultés économiques, le fascisme peut prendre prématurément l'offensive et subir une défaite. Un répit durable en résulterait. Au contraire, il peut par prudence adopter trop longtemps une attitude d'attente et de ce fait offrir de nouvelles chances aux organisations révolutionnaires. Le Front populaire peut se briser sur ses propres contradictions avant que le fascisme soit capable de livrer une bataille générale: il en résulterait une période de regroupement et de scissions dans les partis ouvriers et une cristallisation rapide d'une avant-garde révolutionnaire. Les mouvements spontanés des masses, selon l'exemple de Toulon et de Brest, peuvent prendre une grande ampleur et créer un point d'appui solide pour le levier révolutionnaire. Enfin, même une victoire du fascisme en France, qui, théoriquement, n'est pas impossible, ne veut pas dire que celui-ci resterait au pouvoir un millier d'années, comme Hitler l'annonce, ni que cette victoire créerait une situation comparable à celle dont a bénéficié Mussolini. Si le crépuscule du fascisme commençait en Italie ou en Allemagne, il ne tarderait pas à s'étendre à la France. Dans l'hypothèse la moins favorable, construire un parti révolutionnaire, c'est hâter l'heure de la revanche. Les sages qui se débarrassent de cette tâche urgente en prétendant que les "conditions ne sont pas mûres" démontrent seulement qu'ils ne sont pas mûrs eux-mêmes pour ces conditions.

Les marxistes français, comme ceux de tous les pays, doivent, d'une certaine manière, recommencer à zéro, mais à un degré historiquement plus élevé que leur prédécesseurs. La décadence de l'Internationale communiste, plus honteuse que la décadence de la social-démocratie en 1914, gêne considérablement, au début, la marche en avant. Le recrutement des nouveaux cadres se fait avec lenteur au cours de la lutte cruelle que soutient la classe ouvrière contre le front uni de la bureaucratie réactionnaire et patriote. D'un autre côté, ces difficultés, qui ne se sont pas abattues par hasard sur le prolétariat, permettront de mieux sélectionner et de mieux éprouver les premières phalanges du nouveau parti et de la nouvelle Internationale.

Seule une infime partie des cadres de l'Internationale communiste avaient commencé leur éducation révolutionnaire au début de la guerre, avant la révolution d'Octobre. Ceux-là, presque sans exception, se trouvent tous actuellement en dehors de la III° Internationale. Leurs successeurs ont adhéré à la révolution d'Octobre quand celle-ci avait déjà triomphé: c'était plus facile. Mais de cette deuxième vague elle-même il ne reste que peu de choses. La majeure partie des cadres actuels de l'Internationale communiste a adhéré non pas au programme bolchevique, non pas au drapeau révolutionnaire, mais à la bureaucratie soviétique. Ce ne sont pas des lutteurs, mais des fonctionnaires dociles, des aides de camp, des grooms. De là vient que la III° Internationale se conduit d'une manière si peu glorieuse dans une situation historique riche de grandioses possibilités révolutionnaires.

La IV° Internationale se hisse sur les épaules de ses trois devancières. Elle reçoit des coups, de front, de côté, et par derrière. Les carriéristes, les poltrons et les philistins n'ont rien à faire dans ses rangs.

Une portion, inévitable au début, de sectaires et d'aventuriers s'en ira à mesure que le mouvement grandira. Laissons les pédants et les sceptiques hausser les épaules au sujet des "petites" organisations qui publient de "petits" journaux et lancent des défis au monde entier. Les révolutionnaires sérieux passeront à côté d'eux avec mépris. La révolution d'Octobre avait, elle aussi, commencé à marcher dans des souliers d'enfant...

Les puissants partis russes socialiste-révolutionnaire et menchevik, qui, pendant des mois, formèrent un "Front populaire" avec les cadets, tombèrent en poussière sous les coups d'une "poignée de fanatiques" du bolchevisme. La social-démocratie allemande, le parti communiste allemand et la social-démocratie autrichienne ont trouvé une mort sans gloire sous les coups du fascisme. L'époque qui va commencer pour l'humanité européenne ne laissera pas trace dans le mouvement ouvrier de tout ce qui est équivoque et gangrené. Tous ces Jouhaux, Citrine, Blum, Cachin, Vandervelde, Caballero ne sont que des fantômes. Les sections de la II° et de la III° Internationale quitteront la scène sans éclat les unes après les autres. Un nouveau et grandiose regroupement des rangs ouvriers est inévitable. Les jeunes cadres révolutionnaires acquerront de la chair et du sang. La victoire n'est concevable que sur la base des méthodes bolcheviques...

Notes

[1] Le congès d'unification de la CGT et la CGTU s'était tenu à Toulouse du 2 au 5 mars 1936.

[2] L'élection des députés à la Douma se faisait par collèges électoraux désignés au deuxième et troisième degré.

[3] Allusion à l'exclusion des trotskystes de la SFIO et à celles, individuelles, des militants du PC protestant contre la nouvelle orientation patriotique.

[Les fautes de l'A.S.R.]

(29 mars 1936)

Lettre à G. Fux, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8224, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

Cher Camarade Fux,

Je n'ai pas de réponse de vous à ma dernière (lettre). Mais je veux écrire encore une fois pour soulager ma conscience.

J'ai l'impression que vous pourriez avoir des succès importants, mais qu'un grand danger vous menace, le même qui a compromis les acquisitions de nos camarades en France.

La pierre d'achoppement paraît être chez vous Godefroid comme, en France, elle s'appelle Marceau Pivert. L'attitude de *l'Action socialiste révolutionnaire* vis-à-vis de Godefroid me semble *tout à fait fausse et extrêmement dangereuse.* Vous le renforcez contre vous-même !

Quelle est la fonction actuelle de Godefroid ? De montrer aux ouvriers mécontents, surtout aux jeunes, qu'on peut être « révolutionnaire » et en même temps en bons termes avec l'appareil, au moins s'arranger pour ne pas être exclu. Mais c'est une fonction essentiellement perfide. Chaque formule « révolutionnaire » de Godefroid ne sert qu'à tromper les révolutionnaires confus et à les détacher de l'A.S.R.

Quelle devrait être votre attitude dans cette situation ? Dénoncer la rhétorique creuse de Godefroid, opposer à son radicalisme verbal sa servilité à l'égard de l'appareil, et son hostilité active contre les bolcheviks-léninistes. Vous devriez à mon avis consacrer sur chaque numéro de *l'Action socialiste révolutionnaire* une page à la critique de *La Jeune Garde* et aussi de la Liga. Au lieu de cela, vous vous taisez totalement sur *La Jeune Garde,* cet organe louche et équivoque qui ne sert qu'à mieux chloroformer la jeunesse. En même temps vous saisissez chaque occasion pour manifester votre solidarité avec Godefroid. Au lieu de le combattre, vous essayez de lui instiller des idées révolutionnaires. Votre article sur l'incident Hubin-Godefroid est tout à fait caractéristique de cette attitude d'adaptation et de ménagement (1). Godefroid s'attaque à Hubin pour mieux couvrir Vandervelde, pour inspirer aux ouvriers l'idée que Vandervelde est tout à fait différent de Hubin. Et quand même Godefroid critique Vandervelde, il accomplit la même mission. Il veut montrer aux ouvriers qu'on peut bien « critiquer » Vandervelde (au vrai, dire sur lui 1/10 ou 1/100 de la vérité), et en même temps ne pas se faire exclure comme ces « trotskystes » sectaires et maladroits. Voilà en quoi consiste la mission de Godefroid. Au lieu d'expliquer la véritable signification de son « conflit » avec Hubin, vous embrassez cet adversaire perfide : « *Oui, camarade Godefroid, comme vous l'écrivez dans Le Peuple, il faut continuer la lutte révolutionnaire, même si la menace d'exclusion se pose.* » Mais cette menace, il la pose contre vous.

Au moment de votre exclusion, qui approche, vos sympathisants vont dire : puisque Fux lui-même considère Godefroid comme un révolutionnaire, et puisque Godefroid sait se débrouiller avec l'appareil, mieux (vaut) rester avec Godefroid que sortir avec Fux.

C'est Vandervelde qui va vous exclure, mais c'est Godefroid qui va vous isoler. Vous avez déjà perdu beaucoup de temps. Par votre politique, vous vous êtes affaiblis à Charleroi et, *si cette politique continue, vous sortirez du parti une petite poignée, comme vous y êtes entrés.*

L'offensive contre Godefroid est maintenant beaucoup plus importante que celle contre Vandervelde. On peut bien polémiquer sur un ton calme et explicatif. Mais le lecteur doit sentir qu'il y a *un abîme entre vous et Godefroid* et que ce n'est pas par hasard que Godefroid vous traque, vous chasse et s'apprête à vous exclure.

Quel organe misérable que cette *Jeune Garde* où les jeunes bureaucrates imitant les vieux singes se

font mutuellement la réclame, ne parlent que d'eux-mêmes, traitent à la légère les questions les plus importantes et finissent l'analyse du problème là où celui-ci ne fait que commencer. La phraséologie révolutionnaire rend ce poison encore plus dangereux.

L'*Action socialiste révolutionnaire* telle qu'elle est ne correspond plus du tout à la situation actuelle. Le journal se perd dans des généralités et des répétitions. Il pratique la politique de l'autruche dans les questions les plus brûlantes (*La Jeune Garde,* Godefroid, Liebaers, etc.).

Je vous prie de discuter cette question très sérieusement puisqu'il s'agit de vie ou de mort de voire tendance.

P.-S.: Une polémique sérieuse entre l'A.S.R. et Godefroid pourrait ajourner votre expulsion du parti. Dans des cas pareils, la bureaucratie se dit : « *Mieux vaut les laisser encore un certain temps se battre entre eux et s'affaiblir mutuellement.* » Ce calcul de la part de la bureaucratie est faux, puisque ce sont les révolutionnaires qui gagneraient un nouveau délai au détriment des centristes (si les révolutionnaires agissent en révolutionnaires !). En définitive, la bureaucratie remarquerait sa faute et vous expulserait tout de même, mais dans des conditions beaucoup plus favorables pour vous. Il ne s'agit naturellement ici que d'une éventualité hypothétique. Mais elle n'est pas non plus sans importance. En somme : si Godefroid choisit Hubin pour cible afin de ménager Vandervelde, vous devez prendre pour cible Godefroid afin de mieux saper Vandervelde.

Note :[1] Dans *l'Action socialiste révolutionnaire* du 21 mars, Fux avait rendu compte de l'incident comme si Hubin était d'un côté de la barricade, Godefroid de l'autre avec l'A.S.R.

[De l’audace]

(30 mars 1936)

Lettre à Dauge, Bibliothèque du Collège de Harvard, 7667, avec la permission du Collège de Harvard. Original en français.

Cher Camarade Dauge,

Je viens de recevoir *l'Action socialiste révolutionnaire* du 28 mars avec la réponse énergique aux menaces de Plumat (1) c'est-à-dire du P.O.B. La situation se précise - non seulement pour l'A.S.R., mais aussi pour Godefroid. Il ne pourra pas s'esquiver. Il devra prendre position.

Je suis sûr que dans tous les pays d'Europe comme en Amérique comme ailleurs, il y a de nombreux groupes d'amis qui suivent directement ou indirectement votre lutte et qui seront fiers de l'attitude courageuse de l'A.S.R.

Si la prudence fut indiquée jusqu'à hier, aujourd'hui c'est la règle de Danton (2) qui commande tout : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace.

Notes

[1] L'hebdomadaire beige rendait compte, sous la plume de Dauge, d'une réunion du comité fédéral du Borinage au cours de laquelle le secrétaire fédéral Plumat avait violemment attaqué la candidature de Dauge disant que celle-ci était incompatible avec le rôle qu'il jouait à la direction de *l'Action socialiste révolutionnaire.* Dauge répondait avec beaucoup de vigueur et déclarait notamment qu'il envisagerait de souscrire à un programme du parti qui aurait été démocratiquement discuté et tranché, ce qui n'était évidemment pas le cas.

2 Georges Danton (1759-1794) avait prononcé son historique discours sur « *la patrie en danger* » et la nécessité de l'audace devant l'assemblée législative, le 2 septembre 1792.

[Un travail bien inutile]

(31 mars 1936)

Lettre au S.L, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8036, avec la permission du Collège de Harvard. Traduite de l'allemand.

Chers Camarades,

La modification apportée à la déclaration de la commission détruit tout le projet et rend absurde la déclaration elle-même. La commission voulait serrer l'adversaire de plus en plus près et l'isoler en trois ou quatre étapes. On voulait commencer par les questions programmatiques, faire apparaître les contradictions au grand jour et publier à cette occasion toutes les choses importantes dans *La Commune* elle-même ; puis on passait aux questions organisationnelles et enfin aux questions personnelles. On aurait ainsi impliqué les lecteurs de *La Commune* dans l'affaire et on les aurait en même temps éduqués dans une orientation déterminée. La question des personnes devait apparaître de la sorte comme une conséquence de la critique générale. On n'aurait ainsi laissé aucune possibilité de retraite à l'adversaire dans la question personnelle. Tel était le projet (1). Il pouvait être bon ou mauvais. En tout cas, il était construit de manière homogène.

A présent, il se trouve réduit à néant

1)Par le silence qu'on a observé pendant des mois sur le fait que *La Commune* s'était adressée au secrétariat international et aux secrétaires d'Amsterdam. On a de la sorte paralysé la commission Crux et perdu un temps précieux.

2)Par le comportement déloyal de Naville dans l'affaire de la lettre (sur ce point je ne veux pas m'étendre davantage afin de ne pas m'exposer à de nouvelles indiscrétions).

3)Par la décision du comité central français.

4)Par le fait qu'on sorte précisément à ce moment la décision de la commission de contrôle (avec deux ou trois mois de retard).

5)Par la *petite* modification apportée au texte, qui rend cependant absurde toute la déclaration.

Comme je l'ai déjà écrit auparavant, la politique de la commission est absolument inapplicable dans de telles conditions et son existence même absolument sans objet. Le mieux serait que le secrétariat international abandonne le comité central français à son propre destin. La légèreté et l'inconsistance de ces camarades dans les questions organisationnelles est indescriptible. S'il est impossible de s'entendre avec eux, ce n'est pas parce qu'ils ont des idées *différentes* sur ces problèmes, c'est parce qu'ils n'ont *absolument aucune* idée et qu'ils se laissent guider par leurs sympathies, leurs antipathies, leurs humeurs, etc. Ils doivent faire leur propre expérience. Peut-être certains comprendront-ils mieux les choses ensuite.

En ce qui concerne la question Naville, j'attends toujours la prise de position du comité central français et je réserve le droit d'exiger une commission de contrôle contre Naville.

Note

[1] Trotsky résume ici pour la première fois le plan tactique qui sous-tendait le projet de la « commission Crux ».